

# JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

## ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	35 fr.	20 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif	50 fr.	30 fr.
{ Pays à plein tarif	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50  
Par porteur ou par la poste, Togo, France et Colonies : 1. fr. 75  
Etranger : Port en sus.

## ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ TOGO. (A. O. F.)

Les abonnements sont payables d'avance.

## ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

L'Administration du Territoire rappelle que toute personne, de nationalité française ou étrangère, doit, pour être autorisée à pénétrer au Togo placé sous mandat français, justifier de la possession :

1° — d'un passeport non périmé délivré par l'autorité compétente ;

2° — d'un certificat médical ayant moins d'un mois de date au jour du départ pour le Togo, attestant que l'intéressé n'est atteint d'aucune maladie contagieuse ;

3° — d'un extrait du casier judiciaire ou d'une pièce en tenant lieu ;

4° — de la somme nécessaire au rapatriement en 3<sup>e</sup> classe dans le pays d'origine ou d'une pièce attestant qu'une caution garantissant le retour, agréée par l'Administration, a été constituée.

Faute de quoi l'entrée sur le Territoire du Togo qu'elle ait lieu par voie de terre ou de mer, sera interdite à l'immigrant.

(Décret du 30 octobre 1926 ; Arrêté n° 289 du 5 juin 1928).

**Décret du 29 septembre 1934**, modifiant le taux des indemnités de déplacement à l'étranger. (Arrêté de promulgation du 7 novembre 1934). 582

**Décret du 4 octobre 1934**, modifiant le décret du 2 mars 1910 sur la solde et les accessoires de solde du personnel colonial. (Arrêté de promulgation du 7 novembre 1934). 583

**Arrêté ministériel** nommant le directeur de l'agence économique des colonies autonomes et des Territoires africains sous mandat. 585

## ACTES DU POUVOIR LOCAL

**Arrêté du 30 août 1934**, portant suppression de l'exemption du droit de timbre pour les acquits au-dessous de 500 francs relatifs au paiement des salaires des indigènes au service de l'administration. 585

**Arrêté du 30 octobre 1934**, autorisant M. Augustino de Souza à installer à Lomé un dépôt d'essence. 585

**Arrêté du 30 octobre 1934**, portant approbation du plan d'alignement de la ville de Lomé et de ses extensions à l'est. 586

**Arrêté du 30 octobre 1934**, réglementant la police sanitaire des animaux dans le territoire du Togo. 587

**Arrêté du 30 octobre 1934**, ouvrant à l'exploitation à titre d'essai, la halte d'Akaba-Plateau. 592

**Arrêté du 30 octobre 1934**, fixant le budget-type des communes mixtes du Togo. 592

**Arrêtés du 30 octobre 1934**, déclarant en débet envers le Territoire : 1°) le commis des postes et télégraphes Lawson Lazarus, d'une somme de quarante cinq mille quatre cent quatre vingt huit francs vingt et un centimes ; 2°) le commis de 1<sup>re</sup> classe des P. T. T. QUENUM Sébastien ex-gérant du bureau d'Atakpamé, d'une somme de vingt-cinq mille francs. 593

## SOMMAIRE



## PARTIE OFFICIELLE

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

**Décret du 17 août 1934**, modifiant le décret du 17 septembre 1930 relatif aux affectations spéciales en cas de mobilisation. (Arrêté de promulgation du 9 novembre 1934). 582

Arrêté du 30 octobre 1934, approuvant et rendant exécutoires divers rôles supplémentaires afférents à l'exercice 1934.	593
Arrêté du 30 octobre 1934, approuvant un tarif spécial P. V. N° 9 bis.	595
Arrêté du 2 novembre 1934, accordant remise entière d'amende fiscale, à la commune mixte de Lomé.	595
Arrêté du 3 novembre 1934, réglementant les conditions de réexportation du cacao défectueux provenant de la zone britannique du Togo.	596
Décision du 30 octobre 1934, organisant des causeries d'instruction générale pour le personnel indigène du service de l'enseignement.	596
Décision du 9 novembre 1934, fixant les valeurs des index entrant dans la formule de réajustement des tarifs de vente de l'énergie électrique pour le deuxième semestre 1934.	596
Actes divers concernant le personnel européen et indigène	597
Chef du secrétariat général « ad hoc »	600
Commission	600
Conseil du contentieux	600
Inspection des produits	601
Justice indigène	601
Produits pharmaceutiques	601
Remboursements	601
Domaines	601
Avis au public (trains supplémentaires)	603
Etat des mouvements de la navigation des ports de Lomé et d'Aného pendant le mois d'octobre 1934	604

## PARTIE NON OFFICIELLE

Bilan de la B. A. O.	605
Etudes de M <sup>e</sup> Henri Patrault	606
Avis de perte d'un titre foncier (1 <sup>er</sup> avis)	606
Foire du Havre	606
Annonces	606

## PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

## Affectations spéciales

ARRETE N° 586 promulguant au Togo le décret du 17 août 1934 modifiant le décret du 17 septembre 1930 relatif aux affectations spéciales en cas de mobilisation.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 17 août 1934 modifiant le décret du 17 septembre 1930 relatif aux affectations spéciales en cas de mobilisation;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France le décret du 17 août 1934 modifiant le décret du 17 septembre 1930 relatif aux affectations spéciales en cas de mobilisation.

Lomé, le 9 novembre 1934.

BOURGINE.

(Voir le texte du décret du 17 août 1934 au J. O. R. F. du 8 septembre 1934, page 9293).

## Indemnités de déplacement à l'étranger

ARRETE N° 584 promulguant au Togo le décret du 29 septembre 1934 modifiant le taux des indemnités de déplacement à l'étranger.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 29 septembre 1934, modifiant le taux des indemnités de déplacement à l'étranger;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 29 septembre 1934 modifiant le taux des indemnités de déplacement à l'étranger.

Lomé, le 7 novembre 1934.

BOURGINE.

## LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 9 de la loi du 18 octobre 1919;

Vu le décret du 3 juillet 1897 sur les déplacements du personnel colonial et tous actes modificatifs, notamment le décret du 3 décembre 1931;

Vu l'article 127, B de la loi de finances du 13 juillet 1911;

Vu l'article 77 de la loi de finances du 28 février 1933;

Sur le rapport du ministre des colonies et du ministre des finances;

## DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le tableau inséré à l'article 2 du décret du 3 décembre 1931 susvisé est remplacé par le tableau suivant :

DÉSIGNATION	GROUPE I (1 <sup>re</sup> catégorie A.)	GROUPE II (1 <sup>re</sup> catégorie B.)	GROUPE III (2 <sup>e</sup> catégorie)	GROUPE IV (3 <sup>e</sup> à 5 <sup>e</sup> catégorie)
1 <sup>re</sup> zone . . . . .	150	140	100	70
2 <sup>e</sup> zone . . . . .	210	175	130	95
3 <sup>e</sup> zone . . . . .	260	210	175	115
4 <sup>e</sup> zone . . . . .	330	280	210	140

ART. 2. — Le ministre des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Rambouillet, le 29 septembre 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

— Le ministre des colonies,

Pierre LAVAL.

Le ministre des finances,  
Germain MARTIN.

## Solde et accessoires du personnel colonial

ARRETE N° 585 promulguant au Togo le décret du 4 octobre 1934 modifiant le décret du 2 mars 1910 sur la solde et les accessoires de solde du personnel colonial.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 4 octobre 1934 modifiant le décret du 2 mars 1910 sur la solde et les accessoires de solde du personnel colonial;

## ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le

décret du 4 octobre 1934, modifiant le décret du 2 mars 1910 sur la solde et les accessoires de solde du personnel colonial.

Lomé, le 7 novembre 1934.

BOURGINE.

## RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 4 octobre 1934.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

La revision des indemnités accordées sur les fonds des budgets de nos possessions d'outre-mer, confiée au comité colonial des économies, a mis en évidence la nécessité de procéder à un aménagement de certains accessoires de solde, actuellement alloués en exécution du décret du 2 mars 1910.

En premier lieu, il paraît indispensable d'apporter à ce texte les précisions nécessaires pour que l'indemnité de départ colonial ne puisse, en aucune circonstance, être perçue plus d'une fois.

D'une part, les indemnités pour frais de représentation et de tournées allouées aux gouverneurs généraux et gouverneurs des colonies, ainsi qu'aux secrétaires généraux des gouvernements généraux, peuvent être soumises à un abattement important.

Une nouvelle échelle de ces indemnités a été établie, en tenant compte des circonstances nouvelles générales et des conditions particulières de chaque colonie.

Il est nécessaire, en effet, tout en assurant aux chefs de nos possessions d'outre-mer, l'indemnisation équitable des charges qui leur incombent du fait de leurs hautes fonctions, de rechercher, par une politique de stricte économie, l'équilibre des budgets coloniaux.

Il a paru équitable de traiter de la même manière les deux gouvernements généraux de l'Afrique équatoriale et de Madagascar qui sont basés sur les mêmes principes administratifs.

Par ailleurs, les réductions ainsi réalisées, variables selon les colonies, s'élèvent au minimum à 20 p. 100.

Les indemnités du gouverneur général et du secrétaire général du gouvernement général de l'Indochine sont réduites de 25 p. 100 pour consacrer une décision déjà prise par le chef de ce territoire.

Les modifications à apporter dans le sens des considérations qui précèdent, au décret du 2 mars 1910, font l'objet du projet de décret ci-joint.

J'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir le revêtir de votre haute sanction, si vous en approuvez les termes.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Président, l'assurance de mon profond respect.

Le ministre des colonies,

Pierre LAVAL.

## LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu l'article 127 B de la loi de finances du 13 juillet 1911;

Vu le décret du 2 mars 1910 sur la solde et les allocations accessoires du personnel colonial et tous actes modificatifs subséquents;

Sur le rapport du ministre des colonies;

## DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le § 2 de l'article 94 du décret du 2 mars 1910, modifié par le décret du 23 août 1919, est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« II. — Les intéressés ont droit à cette allocation lorsqu'ils reçoivent une première destination coloniale suivie d'effet.

« Le droit à l'indemnité de départ colonial est définitivement épuisé lors du premier départ colonial et ne saurait être ouvert à nouveau, pour quelque motif et sous quelque dénomination que ce soit.

« L'indemnité de départ colonial ne peut être mandatée plus d'un mois avant la date fixée pour l'embarquement des ayants droit à destination de leur nouveau poste ».

ART. 2. — Sont abrogés les articles 2 et 3 du décret du 23 août 1919, portant extension, en faveur des fonctionnaires et agents des colonies démobilisés, du droit à l'indemnité de départ colonial.

ART. 3. — Les articles 104, 105, 106, 107 du décret du 2 mars 1910 susvisé et les textes qui les ont modifiés sont abrogés.

Il n'est alloué aucune indemnité pour frais de premier établissement aux gouverneurs généraux et gouverneurs des colonies.

ART. 4. — L'article 108 du décret du 2 mars 1910 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Art. 108. — I. — Il est alloué aux chefs de colonies et de protectorat, afin de les dédommager des dépenses somptuaires spéciales que leur impose leur situation, une indemnité pour frais de représentation, dont la quotité est déterminée par les tarifs ci-après :

*Gouverneurs généraux :*

Afrique occidentale française, 180.000 frs.

Madagascar et dépendances, 150.000 frs.

Afrique équatoriale française, 150.000 frs.

Indochine, 22.500 piastres.

*Secrétaires généraux des gouvernements généraux :*

Afrique occidentale française, 40.000 frs.

Madagascar, 36.000 frs.

Afrique équatoriale française, 36.000 frs.

Indochine, 9.000 piastres.

*Gouverneurs :*

Martinique, 44.000 frs.

Guadeloupe, 44.000 frs.

Guyane, 36.000 frs.

Réunion, 44.000 frs.

Nouvelle-Calédonie, 54.000 frs.

Somalis, 44.000 frs.

Océanie, 36.000 frs.

Inde, 9.600 roupies.

*Commissaire de la République :*

Cameroun, 50.000 frs.

Togo, 44.000 frs.

*Lieutenants-gouverneurs :*

Soudan, 48.000 frs.

Sénégal, 44.000 frs.

Guinée, 44.000 frs.

Côte d'Ivoire, 44.000 frs.

Dahomey, 44.000 frs.

Niger, 36.000 frs.

Mauritanie, 36.000 frs.

Cochinchine, 8.000 piastres.

Administrateurs Saint-Pierre et Miquelon, 24.000 frs.

Administrateur circonscription Dakar, 30.000 frs.

Résident aux Nouvelles-Hébrides, 16.000 frs.

Résident supérieur en Annam, 6.400 piastres;

Tonkin, 6.400 piastres;

Cambodge, 6.400 piastres;

Laos, 6.400 piastres.

II. — Cette allocation est due au fonctionnaire qui occupe effectivement le poste, soit comme titulaire, soit comme intérimaire. Elle n'est acquise que pour la période de présence effective audit poste.

Toutefois, le fonctionnaire désigné pour remplir les fonctions de gouverneur général par intérim n'a droit qu'aux trois quarts de l'indemnité ci-dessus, le reste étant attribué au gouverneur général titulaire absent de son poste et placé dans la position de congé ou de mission.

Si le gouvernement général est dépourvu de titulaire, l'intérimaire n'a droit également qu'aux trois quarts de ladite indemnité.

III. — Aucun fonctionnaire ne peut cumuler plusieurs indemnités pour frais de représentation.

ART. 5. — Les paragraphes I<sup>er</sup> et II de l'article 109 du décret du 2 mars 1910 susvisé sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

« I. — Les gouverneurs généraux de l'Afrique occidentale française, de Madagascar et de l'Afrique équatoriale française reçoivent un abonnement annuel pour frais de déplacement et de tournées dans l'intérieur de leur gouvernement ainsi fixé :

« Gouverneur général de l'Afrique occidentale française, 45.000 frs.

« Gouverneur général de Madagascar, 30.000 frs.

« Gouverneur général de l'Afrique équatoriale française, 37.500 frs.

« Cette allocation est due au fonctionnaire qui occupe effectivement le poste, soit comme titulaire, soit

comme intérimaire; elle n'est acquise que pour la période de présence effective audit poste.

« II. — Les lieutenants gouverneurs des diverses dépendances du gouvernement général de l'Afrique occidentale française reçoivent, lorsqu'ils se déplacent dans l'intérieur de leur circonscription soit lorsqu'ils sortent de leur territoire pour se rendre dans une colonie voisine ou au chef-lieu du gouvernement général, une indemnité journalière de 80 frs. jusqu'à concurrence d'un maximum de 8.000 frs. par an.

« Les Commissaires de la République française au Cameroun et au Togo reçoivent, pour leurs déplacements dans l'intérieur de leur territoire, une indemnité journalière de 80 frs. jusqu'à concurrence d'un maximum de 8.000 frs. par an.

« Tous les autres chefs de colonie, à l'exception des gouverneur général, résidents supérieurs de l'Indochine et lieutenant gouverneur de la Cochinchine (dont l'indemnité pour frais de représentation comprend les frais de déplacement), reçoivent, lorsqu'ils se déplacent dans l'intérieur de leur circonscription, une indemnité journalière de 80 frs. jusqu'à concurrence d'un maximum de 4.000 frs. par an ».

ART. 6. — Sont abrogées les dispositions antérieures traitant des matières qui font l'objet du présent décret.

ART. 7. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Rambouillet, le 4 octobre 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,  
Pierre LAVAL.

Agence économique des colonies autonomes  
et des territoires africains sous mandat

Par arrêté ministériel en date du 12 octobre 1934 M. TRUITARD, administrateur en chef des colonies, a été nommé directeur de l'agence économique des colonies autonomes et des territoires africains sous mandat.

## ACTES DU POUVOIR LOCAL

### Droit de timbre

**ARRETE N° 476 portant suppression de l'exemption du droit de timbre pour les acquits au-dessous de 500 frs. relatifs au paiement des salaires des indigènes au service de l'administration.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 30 août 1929 réglementant dans le Territoire du Togo placé sous le mandat de la France l'imrôt du timbre-taxe sur les actes et conventions, approuvé par décision ministérielle en date du 24 octobre 1929;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve de l'approbation ministérielle;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est supprimée l'exemption n° 22, figurant à l'article 52 de l'arrêté susvisé du 30 août 1929, relative aux droits de timbre pour les acquits des sommes inférieures à cinq cents francs (500 frs.), payées mensuellement aux indigènes employés pour le service de l'administration.

ART. 2. — Il n'est rien changé aux dispositions du dernier alinéa du § A (deuxième catégorie) de l'article 51 qui dispense de timbre les titres de dix frs. et au-dessous.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 30 août 1934.

BOURGINE.

Approuvé par dépêche ministérielle n° 39 du 22 octobre 1934.

### Installation d'un dépôt d'essence

**ARRETE N° 548 autorisant M. Augustino DE SOUZA à installer à Lomé un dépôt d'essence.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 14 décembre 1927 portant réglementation des établissements dangereux, insalubres ou incommodes dans le territoire du Togo;

Vu l'arrêté n° 346 du 23 juin 1928 portant classement des établissements dangereux, insalubres ou incommodes, en exécution du décret du 14 décembre 1927, modifié par l'arrêté n° 417 du 20 juillet 1931;

Vu l'arrêté n° 347 du 23 juin 1928 au sujet des établissements dangereux, incommodes et insalubres de 3<sup>e</sup> catégorie;

Vu l'arrêté n° 348 du 23 juin 1928 déterminant les conditions d'application du décret du 14 décembre 1927 portant réglementation des établissements dangereux, insalubres ou incommodes dans le territoire du Togo;

Vu l'arrêté du 7 juillet 1928 créant un service d'inspection des établissements classés;

Vu l'arrêté du 22 août 1928 fixant les conditions générales imposées dans l'intérêt de la salubrité publique aux dépôts d'hydrocarbures de la 1<sup>re</sup> et de la 2<sup>e</sup> catégorie, complété par l'arrêté n° 416 du 20 juillet 1931;

Vu le décret du 10 mai 1933 réglementant les autorisations d'ouverture et d'exploitation des dépôts de produits de pétrole, dérivés et résidus;

Vu le décret du 9 janvier 1934 portant application au Togo des dispositions du décret du 10 mai 1933 (arrêté de promulgation du 22 février 1934);

Vu l'arrêté du 28 février 1934 déterminant les conditions d'application au Togo du décret du 10 mai 1933 relatif aux dépôts de produits de pétrole, dérivés et résidus;

Vu les demandes formulées par lettres des 4 et 6 avril 1934, de M. Augustino DE SOUZA, en vue d'établir à Lomé un dépôt d'essence;

Vu le procès-verbal de l'enquête de commodo et incommodo ouverte par arrêté en date du 27 avril 1934;

Vu l'avis du conseil local d'hygiène de Lomé;

Le conseil d'administration entendu;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — M. Augustino DE SOUZA est autorisé aux conditions suivantes et en conformité des plans et descriptions produits par lui sauf modification imposée par l'administration du Territoire à installer à Lomé sur un terrain immatriculé sous le n° 52 au livre foncier du cercle de Lomé, un dépôt d'essence en récipients métalliques hermétiquement fermés et ne devant subir aucun transvasement (établissement de 1<sup>re</sup> classe).

ART. 2. — Les quantités maxima contenues dans ce dépôt sont fixées à 30.000 litres.

ART. 3. — La capacité totale du dépôt affecté au stock de réserve correspondant sera au moins égale à 6.000 litres.

Ce stock de réserve doit être constitué conformément aux dispositions de l'arrêté susvisé du 28 février 1934.

ART. 4. — *Conditions indispensables de protection.* — Outre les conditions générales de protection prescrites par les arrêtés susvisés n° 347 du 23 juin 1928, n° 477 du 22 août 1928 et n° 416 du 20 juillet 1931, le pétitionnaire devra se conformer aux dispositions suivantes :

1° — Les quatre faces du bâtiment seront de construction épaisse (au moins 35 centimètres) et solide.

Les fermetures devront être en tôle striée épaisse et de bonne qualité.

2° — Le dépôt devra être édifié à 40 mètres au moins de la limite du terrain.

Au cas où des maisons d'habitation ou des bâtiments fréquentés par le public seraient construits à moins de 50 mètres du dépôt, ce dernier sera entouré, sur toutes les faces tournées vers ces constructions, par un mur, élevé suivant les prescriptions de l'article 3 de l'arrêté n° 416 du 20 juillet 1931, susvisé.

3° — Dans un rayon de 40 mètres autour du dépôt, le terrain débarrassé de toutes matières combustibles : emballages, bois mort, herbes sèches etc. . . et continuellement entretenu en parfait état de propreté, ainsi que les cocotiers et autres arbres.

4° — L'établissement sera pourvu de moyens de secours contre l'incendie en rapport avec son importance et sa situation notamment :

a) D'un nombre suffisant d'appareils à mousse et de canalisation permettant de répandre en deux minutes une couche de 0<sup>m</sup>,10 de mousse dans l'établissement;

b) D'un certain nombre d'outils tels que pelles, pioches, haches etc. . . dont la quantité sera fixée par l'inspecteur des établissements classés.

ART. 5. — *Délai et conditions de mise en exploitation.* — Les installations devront être terminées dans un délai maximum de deux années.

Elles ne pourront être mises en exploitation qu'après vérification effectuée par l'inspecteur des établissements classés.

ART. 6. — *Frais de contrôle.* — Les frais de contrôle prévus à l'article 20 du décret du 14 décembre 1927 sont fixés à la somme de 500 francs par an.

Ils sont payables d'avances à compter de la date du présent arrêté.

ART. 7. — Le permissionnaire sera d'une manière générale soumis aux règlements de voirie, de police et d'hygiène existant ou à intervenir.

Il devra en outre se conformer à toutes dispositions pouvant être prises dans la suite pour réglementer les dépôts de matières inflammables ou modifier les règlements existant actuellement.

ART. 8. — La présente autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers, la responsabilité du pétitionnaire restant entière en cas de dommage ou de sinistre de quelque nature qu'il soit.

ART. 9. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 30 octobre 1934.

BOURGINE.

## Périmètre urbain de Lomé-Ville

ARRETE N° 549 portant approbation du plan d'alignement de la ville de Lomé et de ses extensions à l'est.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 13 mars 1926 portant réorganisation du domaine et du régime des terres domaniales au Togo;

Vu l'arrêté du 1<sup>er</sup> avril 1927 déterminant les conditions d'application du décret du 13 mars 1926 susvisé;

Vu l'arrêté du 17 septembre 1930 réglementant les lotissements dans les centres urbains de Lomé, Aného, Atakpamé, Palimé;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 créant la commune mixte de Lomé, ensemble tous textes le modifiant ou le complétant;

Vu le procès-verbal de délibération de la commission municipale de Lomé en date du 8 novembre 1933;

Vu l'arrêté du 24 mai 1934 fixant à nouveau le périmètre urbain de la ville de Lomé;

Vu le dossier de l'enquête de commodo et incommodo ouverte par arrêté du 25 mai 1934 au sujet du plan d'alignement de la ville de Lomé et de ses extensions à l'est;

Vu le rapport de l'administrateur-maire de Lomé en date du 12 septembre 1934;

Le conseil d'administration entendu;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé et rendu exécutoire le plan d'alignement de la ville de Lomé et de ses extensions à l'est, tel qu'il est fixé sur les trois plans annexés au présent arrêté.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 30 octobre 1934.

BOURGINE.

### Police sanitaire des animaux

*ARRETE N° 550 réglementant la police sanitaire des animaux dans le territoire du Togo.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 7 décembre 1915 relatif à la police sanitaire des animaux en Afrique occidentale française;

Vu le décret du 14 avril 1920 désignant les maladies qui doivent être ajoutées à la nomenclature des maladies réputées contagieuses;

Vu le décret du 22 mai 1924 fixant la législation applicable dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France;

Vu l'arrêté du 30 janvier 1928 instituant un service de contrôle sanitaire sur les animaux domestiques pénétrant par voie de terre dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France;

Vu l'arrêté du 28 octobre 1933, organisant l'inspection vétérinaire et de l'élevage;

Vu l'arrêté du 26 juillet 1934 réglementant la circulation du bétail et instituant le contrôle sanitaire sur les zones frontières du Territoire;

Le conseil d'administration entendu;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont réputées contagieuses dans tout le territoire du Togo placé sous le mandat de la France les maladies suivantes :

La rage dans toutes les espèces;

La peste bovine dans toutes les espèces de ruminants et dans l'espèce porcine;

La péripneumonie, la tuberculose, dans l'espèce bovine;

La fièvre charbonneuse, dans les espèces chevaline, bovine, ovine et caprine;

Le charbon emphysémateux dans l'espèce bovine;

La gale dans les espèces ovine et caprine;

La morve, la lymphangite épizootique dans les espèces chevaline, asine, et leurs croisements;

Les affections à trypanosomes dans les espèces bovine, chevaline, asine et mulassière;

La fièvre aphteuse, dans les espèces bovine, ovine, caprine et porcine;

La pneumo-entérite infectieuse, ou peste du porc et le rouget dans l'espèce porcine;

Les piroplasmoses, dans les espèces chevaline, asine, bovine, ovine et caprine;

La clavelée, la mélitococcie, ou fièvre de Malte, la fièvre catarrhale, l'agalaxie contagieuse, dans les espèces ovine et caprine;

La peste équine, dans les espèces chevaline, asine, et leurs croisements.

ART. 2. — La police sanitaire des animaux est assurée par le personnel de l'inspection vétérinaire prévu à l'art. 2 de l'arrêté du 28 octobre 1933. En dehors de l'inspecteur vétérinaire les agents compétents pour constater l'existence d'une maladie contagieuse sont :

Les vétérinaires auxiliaires pour toutes maladies énumérées à l'art. 1 sauf pour la morve, les maladies du porc, la mélitococcie, la fièvre catarrhale, l'agalaxie contagieuse.

Les agents de l'inspection vétérinaire désignés à l'art. 2, paragraphe 2 et 3 de l'arrêté du 28 octobre 1933 et l'art. 4 de l'arrêté du 26 juillet 1934, pour la peste bovine, la péripneumonie, la gale, la lymphangite épizootique, les affections à trypanosomes, la clavelée.

Toutefois les vétérinaires auxiliaires, les infirmiers et les moniteurs devront obligatoirement signaler tous les cas suspects à leur chef de service et lui fournir tous les renseignements et prélèvements en vue de déterminer la nature de la maladie.

Les médecins et les fonctionnaires du service de l'agriculture sont invités à faire connaître à l'autorité administrative les maladies contagieuses du bétail qu'ils sont susceptibles de découvrir au cours de leurs tournées ou à l'examen des viandes de boucherie.

ART. 3. — Tout propriétaire, toute personne ayant, à quelque titre que ce soit, la charge des soins ou la garde d'un animal atteint ou soupçonné d'être atteint d'une maladie contagieuse ou réputée telle, est tenu d'en faire sur le champ la déclaration à l'administrateur commandant de cercle, ou au maire, au chef de subdivision ou à un des agents désignés à l'art. 2.

L'animal atteint ou soupçonné d'être atteint d'une maladie contagieuse, devra être immédiatement et avant même que l'autorité administrative ait répondu à l'avertissement, séparé et maintenu autant que possible isolé des autres animaux susceptibles de contracter cette maladie.

Le restant du troupeau parmi lequel vivait l'animal atteint ou suspect ne devra, en aucun cas, quitter son lieu de rassemblement et sera présenté en entier à l'autorité administrative en même temps que l'animal malade.

La déclaration, l'isolement et la présentation du trou-



peau sont également obligatoires pour tout animal mort d'une maladie contagieuse ou soupçonnée telle.

ART. 4. — Après constatation de la maladie par un des fonctionnaires ou agents désignés à l'art. 2, le Commissaire de la République prend, s'il est nécessaire, un arrêté portant déclaration d'infection qui indique l'application, dans un périmètre déterminé, des mesures prescrites au titre II ainsi que des conditions d'application de ces mesures.

ART. 5. — La chair des animaux morts de maladies contagieuses quelles qu'elles soient, celle des animaux abattus comme atteints de la rage, de la morve, des maladies charbonneuses, de la pneumo-entérite ou peste du porc et du rouget, ne peut en aucun cas être livrée à la consommation.

Les cadavres ou débris de cadavres des animaux morts ou abattus comme atteints de maladies contagieuses doivent être détruits par le feu ou enfouis à 1 mètre 50 dans un terrain situé sous le vent à 500 mètres au moins de toute habitation et entouré d'une clôture suffisante pour en défendre l'accès aux animaux. Si l'enfouissement n'est pas fait sur place, le transport des cadavres vers le lieu d'enfouissement est fait sous la surveillance de l'autorité sanitaire.

ART. 6. — Les locaux où ont séjourné les animaux atteints de maladies contagieuses ainsi que les objets qui ont été en contact avec les animaux malades doivent être désinfectés ou détruits. Les matières alimentaires et les fumiers sont détruits ou enfouis.

Les cours, enclos, parcs et pâturages sont interdits pendant un mois sauf exceptions fixées au titre II.

ART. 7. — Dans le cas où il est ordonné de marquer les animaux au feu ou aux ciseaux, la marque est faite sur fesse ou au sabot. Elle consiste en un signe dont la reproduction est signalée sur le laissez-passer accompagnant les animaux, à la boucherie, ou adressée à l'administrateur commandant le cercle.

ART. 8. — Les frais d'abatage, d'enfouissement, de transport des cadavres, de désinfection, de quarantaine, sont à la charge du budget local. Aucune indemnité n'est due aux propriétaires des animaux abattus, sauf dans le cas de tuberculose, et de morve dans les conditions fixées au titre II.

## TITRE II

### Mesures spéciales contre chaque maladie

#### RAGE

ART. 9. — Lorsqu'un cas de rage aura été constaté dans une localité le maire, l'administrateur du cercle ou le chef de la subdivision pourra ordonner la séquestration de tous les chiens dans une région déterminée et pendant deux mois au moins.

Pendant ce temps, il est interdit aux propriétaires de se dessaisir de leurs chiens ou de les conduire en dehors de leur résidence.

Les chiens errants seront conduits à la fourrière où dès leur entrée ils seront visités par le vétérinaire (ou à son défaut, par le médecin de l'hygiène) qui décide s'ils doivent être immédiatement abattus ou mis en observation. Sont considérés comme errants, tous chiens non munis d'un collier portant indication du nom du propriétaire.

ART. 10. — Tout animal atteint de rage est immédiatement abattu, les chiens, les chats, ainsi que tout autre mammifère en captivité ou en liberté, mordus ou roulés ou ayant été en contact avec un animal enragé, sont abattus, à l'exception :

1° — des chiens qui ont été vaccinés préventivement par un procédé agréé par le Commissaire de la République et dont les conditions d'application seront fixées par une circulaire spéciale;

2° — des porcs qui peuvent être sacrifiés pour la boucherie pendant les cinq jours qui suivent la morsure;

3° — des herbivores domestiques, que les propriétaires peuvent être autorisés à conserver, après avis du service vétérinaire ou, à défaut du service médical; dans ce cas, il est interdit de se dessaisir de ces animaux avant le délai de trois mois, sauf pour la boucherie.

ART. 11. — Lorsque des chiens ou des chats ont mordu des personnes et qu'il y a lieu de craindre la rage, ces animaux, si l'on peut s'en saisir, sans les abattre, sont placés en observation sous la surveillance d'un vétérinaire ou d'un médecin, si la chose est possible jusqu'à ce que le diagnostic puisse être établi.

#### PESTE BOVINE

ART. 12. — Dès qu'un cas de peste bovine aura été constaté dans un troupeau, le Commissaire de la République prend un arrêté déclarant infecté le territoire de la localité où se trouve le troupeau contaminé et déterminant l'étendue de la zone franche entourant le territoire infecté, zone dans laquelle aucun animal des espèces bovine, ovine, caprine et porcine provenant soit du territoire infecté, soit des territoires indemnes, ne devra pénétrer.

L'arrêté peut, en outre, déclarer obligatoire l'immunisation des animaux de l'espèce bovine compris dans la zone infectée et dans la zone franche, ou dans la première seulement; dans ce cas l'arrêté fixe le mode d'immunisation qui devra être employé.

ART. 13. — Les animaux bovins, ovins, caprins et porcins des territoires déclarés infectés doivent être recensés. Tout cas nouveau de peste doit être signalé. Il est interdit de laisser circuler les animaux des espèces sus-indiquées dans toute l'étendue du territoire.



infecté. Les locaux où ont séjourné les malades seront désinfectés ou détruits par le feu; les cours, enclos et pâturages infectés seront interdits pendant huit jours.

ART. 14. — La chair des animaux atteints de peste bovine peut être consommée dans la région infectée, mais sous réserve que l'abatage ait lieu sous la surveillance d'un agent de l'inspection vétérinaire et que la viande soit dépecée en fragments de 2 kilos au plus et soumise à l'ébullition pendant une heure au moins.

Les peaux sont provisoirement confisquées jusqu'à leur stérilisation. Dans tous les autres cas et en particulier lorsqu'aucun agent technique ne se trouve sur place, les cadavres et les débris de cadavre, les peaux doivent être détruits comme il est dit à l'art. 5 et la consommation de la viande demeure strictement interdite.

ART. 15. — La déclaration d'infection ne peut être levée que lorsqu'il se sera écoulé un délai de trente jours après que la maladie a complètement disparu chez les animaux atteints naturellement ou rendus contagieux par immunisation et après que les mesures de désinfection ont été accomplies.

#### PÉRIPNEUMONIE BOVINE

ART. 16. — Lorsqu'un cas de péricapnemonie bovine a été constaté dans un troupeau, le Commissaire de la République prend un arrêté portant déclaration d'infection des locaux, enclos et pâturages dans lesquels se trouvent les animaux malades ou contaminés.

ART. 17. — Les animaux suspects ou contaminés doivent dans le plus bref délai, subir la vaccination ou l'inoculation préventive. Ils ne doivent quitter la zone déclarée infectée pendant une période de quarante jours.

ART. 18. — La chair des animaux atteints de péricapnemonie peut être livrée à la consommation, dans la zone infectée, si l'abatage a lieu sous le contrôle d'un agent de l'inspection vétérinaire.

#### MORVE — FARCIN

ART. 19. — Lorsque la morve ou le farcin sont constatés dans une localité, le commandant de cercle ou le maire prescrit l'abatage des animaux atteints.

ART. 20. — Les animaux suspects ou contaminés sont soumis à l'épreuve de la malléation. Ceux qui réagissent à cette épreuve sont abattus. Une indemnité égale à la valeur de l'animal, fixée par l'inspecteur vétérinaire, est due lorsqu'il n'est pas trouvé de lésions à l'autopsie.

ART. 21. — Les animaux contaminés ne peuvent être exposés et mis en vente, le propriétaire ne peut s'en dessaisir que pour les faire abattre.

ART. 22. — Les mesures auxquelles sont soumis les contaminés ne sont levées qu'un mois après la malléation, et après désinfection.

#### LYMPHANGITE ÉPIZOOTIQUE

ART. 23. — Lorsqu'un cas de lymphangite épizootique est signalé dans une localité, le commandant de cercle ou le maire prescrit l'isolement des malades ou suspects.

ART. 24. — Lorsque la maladie a tendance à la généralisation ou prend un caractère incurable, les malades sont abattus après avis de l'inspecteur vétérinaire.

ART. 25. — Les mesures auxquelles sont soumis les malades et suspects ne sont levées qu'après guérison clinique et désinfection ou destruction des objets et locaux.

#### AFFECTIONS A TRYPANOSOMES

ART. 26. — Tout animal atteint de trypanosomiase aiguë doit être isolé des animaux sains.

ART. 27. — Si la maladie prend un caractère incurable l'abatage peut être ordonné après avis de l'inspecteur vétérinaire.

ART. 28. — Les malades ne peuvent être vendus que pour la boucherie.

#### TUBERCULOSE

ART. 29. — Lorsque la tuberculose est déclarée dans une localité, le Commissaire de la République prend un arrêté portant déclaration d'infection des locaux et enclos occupés par les animaux malades.

ART. 30. — Les animaux présentant des signes cliniques de tuberculose sont abattus par ordre de l'administrateur après avis de l'inspecteur vétérinaire ou, en cas d'urgence, par ce dernier qui rend compte aussitôt à l'autorité administrative.

ART. 31. — Les animaux contaminés sont soumis à l'épreuve de la tuberculination; celle-ci ne peut être appliquée que par l'inspecteur vétérinaire. Les animaux reconnus tuberculeux à la suite de la tuberculination sont abattus. Une indemnité égale à la valeur de l'animal, fixée par l'inspecteur vétérinaire, est due lorsqu'il n'est pas trouvé de lésions à l'autopsie.

ART. 32. — Les viandes provenant des animaux atteints de tuberculose sont saisies et exclues de la consommation en totalité ou en partie selon l'appréciation de l'inspecteur vétérinaire chargé de les visiter.

#### CHARBON

ART. 33. — Dès qu'un cas de fièvre charbonneuse ou de charbon emphysémateux est constaté dans un troupeau sur le territoire, le Commissaire de la Répu-

blique prend un arrêté déclarant infecté le territoire, de la localité où se trouve le troupeau contaminé et détermine l'étendue de zone franche entourant le territoire infecté dans laquelle aucun animal des espèces bovine, ovine et caprine provenant, soit du territoire infecté, soit des territoires indemnes ne doit pénétrer. Dans le cas de charbon emphysémateux ces interdictions ne s'appliquent qu'aux animaux de l'espèce bovine.

ART. 34. — Les cadavres non dépouillés des animaux infectés de fièvre charbonneuse ou de charbon emphysémateux doivent être brûlés et enfouis à 1 mètre 50 de profondeur au minimum. Il est interdit de hâter, par effusion de sang, la mort des animaux malades.

ART. 35. — Dans le cas de fièvre charbonneuse, tous les animaux des espèces bovine, ovine, caprine et chevaline, se trouvant sur le territoire déclaré infecté, doivent être vaccinés dans le plus bref délai possible par les soins du service de l'inspection vétérinaire.

Dans le cas de charbon emphysémateux seuls les animaux de l'espèce bovine sont vaccinés.

ART. 36. — Exceptionnellement des permis de circulation et de vente dans la région infectée, peuvent être accordés pour les animaux destinés à la boucherie, à condition :

- 1° — Qu'ils ne soient pas vaccinés;
- 2° — Qu'ils ne présentent aucun symptôme de maladie;
- 3° — Qu'ils soient abattus sur place ou dans un abattoir public sous la surveillance d'un vétérinaire ou d'un inédecin.

Ces animaux doivent être marqués et abattus avant la levée de la déclaration ou d'infection.

ART. 37. — La déclaration d'infection est levée 15 jours après la dernière vaccination et après l'accomplissement de toutes les prescriptions relatives à la désinfection.

#### GALE

ART. 38. — Lorsque la gale a été constatée dans une localité, le commandant de cercle ou le maire prend les mesures nécessaires pour placer les troupeaux auxquels appartiennent les animaux galeux sous la surveillance des agents de l'inspection vétérinaire.

ART. 39. — Ces troupeaux ne peuvent aller aux pâturages qu'après application d'un traitement curatif et en évitant tout contact avec les animaux.

ART. 40. — Les animaux contaminés ne peuvent être vendus que pour la boucherie.

ART. 41. — Les peaux et foisons provenant d'animaux atteints de gale ne peuvent être livrées au commerce qu'après désinfection dans les conditions fixées par une circulaire du Commissaire de la République.

ART. 42. — La levée des mesures de surveillance a lieu après disparition de la maladie et désinfection ou destruction par le feu des locaux infectés.

#### FIÈVRE APHTEUSE

ART. 43. — Dès qu'un cas de fièvre aphteuse aura été constaté dans un troupeau, le Commissaire de la République prend un arrêté déclarant infecté le territoire de la localité où se trouve le troupeau contaminé et détermine l'étendue de la zone franche entourant le territoire infecté, zone dans laquelle aucun animal des espèces bovine, ovine, et caprine provenant, soit du territoire infecté, soit des territoires indemnes, ne devra pénétrer.

ART. 44. — Les animaux bovins, ovins, et caprins des territoires déclarés infectés doivent être recensés; tout cas nouveau de fièvre aphteuse doit être signalé. Il est interdit de laisser circuler les animaux des espèces sus-indiquées dans toute l'étendue du territoire infecté.

ART. 45. — Il est défendu de laisser sortir du territoire déclaré infecté des objets ou matières pouvant servir de véhicule à la contagion. Les cadavres d'animaux morts de fièvre aphteuse seront enfouis à 1 mètre 50 au minimum, ou brûlés.

La viande des animaux contaminés pourra être consommée sur place.

ART. 46. — La déclaration d'infection ne peut être levée que lorsqu'il s'est écoulé un délai de trente jours après la disparition complète de la maladie et après l'accomplissement de toutes les prescriptions relatives à la désinfection.

#### PNEUMO-ENTÉRITE INFECTIEUSE OU, PESTE DU PORC ET ROUGET

ART. 47. — Lorsqu'un cas de pneumo-entérite infectieuse, ou peste du porc, ou de rouget est signalé dans une localité, le Commissaire de la République prend un arrêté déclarant infectés les locaux et enclos occupés par les animaux malades, suspects ou contaminés.

ART. 48. — La viande des animaux atteints du rouget ne peut être livrée à la consommation. Celle des animaux atteints de pneumo-entérite ou peste du porc peut l'être après avis de l'inspecteur vétérinaire.

ART. 49. — Les animaux contaminés ne peuvent être vendus que pour la boucherie.

ART. 50. — Les mesures d'isolement ne peuvent être levées que quarante jours après la disparition du dernier cas et après désinfection des locaux et objets infectés. En cas de vaccination, les mesures peuvent être levées quinze jours après l'opération si aucun cas nouveau ne s'est déclaré, et après désinfection.

## PIROPLASMOSES

ART. 51. — Tout animal reconnu atteint de piroplasmose aiguë doit être isolé des animaux sains.

ART. 52. — Si la maladie prend un caractère incurable, l'abatage peut être ordonné après un avis de l'inspecteur vétérinaire.

ART. 53. — Si la maladie prend un caractère envahissant dans un troupeau, le Commissaire de la République peut prendre un arrêté déclarant infectés les enclos et pâturages qui lui sont réservés.

ART. 54. — Les malades ne peuvent être vendus que pour la boucherie.

ART. 55. — Les mesures d'isolement peuvent être levées dès la disparition du dernier cas de maladie.

## CLAVELÉE

ART. 56. — Lorsqu'un cas de clavelée est signalé dans un troupeau le commandant de cercle ou le maire prescrit l'isolement des animaux malades et éventuellement, après avis de l'inspecteur vétérinaire, la vaccination ou inoculation préventive des animaux contaminés.

ART. 57. — La vente des animaux contaminés est interdite sauf pour la boucherie.

ART. 58. — Les mesures d'isolement ne peuvent être levées que trente jours après la disparition du dernier cas et après désinfection ou destruction des locaux et enclos infectés.

## MÉLITOCOCCIE OU FIÈVRE DE MALTE

ART. 59. — Quand un cas de mélitococcie ou fièvre de malte est signalé dans un troupeau, le Commissaire de la République prend un arrêté déclarant infectés les enclos et pâturages qui lui sont réservés.

ART. 60. — Les animaux contaminés ne peuvent être vendus.

ART. 61. — La vente du lait des animaux du troupeau contaminé n'est autorisée qu'après ébullition. Les cadavres, avortons et foetus doivent être détruits ou enfouis, ainsi que les fumiers des enclos contaminés.

ART. 62. — La surveillance peut être levée aussitôt après la disparition de la maladie.

## FIÈVRE CATARRHALE INFECTIEUSE — « BLUE TONGUE »

ART. 63. — Quand un cas de fièvre catarrhale infectieuse est déclaré dans un troupeau le commandant de cercle ou le maire prescrit l'isolement des animaux malades, le reste du troupeau peut aller au pâturage mais doit être isolé la nuit.

ART. 64. — Des mesures de destruction des moustiques et de leurs larves peuvent être prescrites dans un périmètre fixé.

ART. 65. — Les mesures d'isolement peuvent être levées quinze jours après la disparition de la maladie.

## AGALAXIE CONTAGIEUSE

ART. 66. — Quand un cas d'agalaxie contagieuse est déclaré dans un troupeau, le commandant de cercle ou le maire prescrit l'isolement des animaux malades, le reste du troupeau peut aller au pâturage dans une zone qui lui est fixée.

ART. 67. — La vente du lait des femelles atteintes est interdite; les cadavres doivent être détruits et enfouis, ainsi que les fumiers des enclos contaminés.

ART. 68. — La surveillance ne peut être levée que quinze jours après la disparition de la maladie et l'exécution des mesures de désinfection.

## PESTE ÉQUINE

ART. 69. — Quand un cas de peste équine est signalé dans une écurie, le Commissaire de la République prend un arrêté déclarant infectés les locaux occupés.

ART. 70. — Les malades doivent être isolés, les animaux des espèces chevaline, asine et leur croisement logés dans les locaux sont placés sous la surveillance d'un agent de l'inspection vétérinaire.

ART. 71. — La destruction ou l'enfouissement des fumiers peut être ordonnée dans un périmètre fixé.

ART. 72. — Les mesures d'isolement peuvent être levées trente jours après la disparition de la maladie.

## TITRE III

## Pénalités

ART. 73. — Les infractions à la police sanitaire des animaux seront sanctionnées conformément aux dispositions des articles 3, 4, 5, 6 et 7 du décret du 7 décembre 1915, ci-après rappelées.

« Art. 3. — Seront punis d'un emprisonnement d'un jour à un mois et d'une amende de 16 à 100 francs :

« 1<sup>o</sup> — Tous ceux qui auront commis une infraction à l'une des dispositions de l'article qui précède « (art. 2 du décret correspondant à l'article 3 du présent arrêté).

« 2<sup>o</sup> — Tous ceux qui se seront opposés à la visite « des animaux malades, soit en refusant de s'y soumettre, soit en négligeant de rassembler leurs troupeaux « aux lieux et temps indiqués par les représentants de « l'administration.

« Art. 4. — Seront punis d'un emprisonnement de deux à six mois de prison et d'une amende de 100 à 500 francs :

« 1<sup>o</sup> — Tous ceux qui auront déplacé ou transporté, vendu ou mis en vente du bétail infecté ou provenant de régions déclarées infectées.

« 2<sup>o</sup> — Tous ceux qui auront négligé ou refusé d'appliquer les mesures prescrites par le service technique ou l'autorité administrative ».

« Art. 5. — Seront punis d'un emprisonnement de six mois à deux ans :

« 1<sup>o</sup> — Tous ceux qui auront vendu ou mis en vente de la viande provenant d'animaux qu'ils savaient morts de maladie, quelle qu'elle soit, ou abattu comme atteints de maladie contagieuse, lorsque la consommation de cette viande n'a pas été autorisée par le service technique.

« 2<sup>o</sup> — Tous ceux qui se seront rendus coupables de l'un quelconque des délits prévus aux articles précédents, s'il résulte de ces délits une contagion parmi les autres animaux.

« Art. 6. — Si la condamnation pour infraction à l'une des dispositions du présent décret remonte à moins d'une année, ou si cette infraction a été commise par des agents chargés de son application, les peines peuvent être portées au double du maximum fixé par les précédents articles.

« Art. 7. — Les dispositions de l'article 463 du code pénal sont applicables aux infractions prévues par le présent décret ».

ART. 74. — Les commandants de cercle, l'administrateur-maire de la commune-mixte de Lomé, les chefs de subdivision, l'inspecteur vétérinaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui abroge les dispositions antérieures contraires et qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 30 octobre 1934.

BOURGINE.

#### Ouverture de la halte d'Akaba-Plateau

ARRETE N° 553 ouvrant à l'exploitation à titre d'essai la halte d'Akaba-Plateau.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le règlement général d'exploitation du chemin de fer du Togo du 12 juillet 1928 approuvé par les dépêches ministérielles n°s 3069 et 3514 des 27 juillet et 28 octobre 1931;

Vu les tarifs des chemins de fer du Togo rendus applicables par arrêté n° 69 du 28 janvier 1929 et homologués par dépêche ministérielle n° 3514 du 28 octobre 1931 et tous actes subséquents;

Vu le rapport en conseil consultatif du chemin de fer en date du 26 septembre 1934;

Sur la proposition du chef des services des chemins de fer et du wharf;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est ouverte à l'exploitation à titre d'essai la halte d'Akaba-Plateau située au kilomètre 225 de la ligne du centre.

ART. 2. — Le présent arrêté qui aura son effet pour compter du 12 octobre 1934, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 30 octobre 1934.

BOURGINE.

#### Budget-type des communes mixtes

ARRETE N° 569 fixant le budget-type des communes mixtes du Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 6 novembre 1929 portant institution de communes mixtes au Togo;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 déterminant le mode de constitution, de fonctionnement, le régime administratif et financier des communes mixtes du Togo;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 créant la commune mixte de Lomé, complété par l'arrêté du 31 janvier 1934 portant modification à la nomenclature des recettes du budget de ladite commune;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le classement des recettes et des dépenses susceptibles de figurer au budget des communes mixtes du Togo est fixé par le budget-type joint au présent arrêté qui entrera en vigueur à compter de l'exercice 1935.

ART. 2. — Aucun changement n'est apporté à la nomenclature des budgets 1933 et 1934 de la commune mixte de Lomé.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 30 octobre 1934.

BOURGINE.

#### Débets

ARRETE N° 570 déclarant en débet envers le Territoire d'une somme de quarante cinq mille huit cent quatre vingt huit frs. vingt et un centimes, le commis des postes et télégraphes, LAWSON Lazarus, ex-gérant du bureau d'Anié, et modifiant l'arrêté n° 288 du 31 mai 1934.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu les articles 410 à 420 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu les articles 127 et 131 du décret du 2 mars 1910 sur la solde;

Vu les rapports en date des 8 juin, 21 juillet, 25 août et 2 octobre 1934 du chef du service des P. T. T.;

Vu les arrêtés n°s 235 du 28 avril 1934 et 288 du 31 mai 1934;

Le conseil d'administration entendu;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les arrêtés n°s 235 du 28 avril et 288 du 31 mai 1934 sont ainsi modifiés :

M. LAWSON Lazarus, commis des postes et télégraphes est déclaré en débet envers le Territoire d'une somme de quarante cinq mille huit cent quatre vingt huit frs., vingt et un centimes (45.888,21), sauf erreur ou omission.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 30 octobre 1934.

BOURGINE.

ARRETE N° 571 déclarant en débet envers le Territoire d'une somme de vingt-cinq mille frs., le commis de 1<sup>re</sup> classe des postes et télégraphes QUENUM Sébastien, ex-gérant du bureau d'Atakpamé.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu les articles 410 à 420 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu les articles 127 et 131 du décret du 2 mars 1910 sur la solde;

Vu le rapport n° 620 du 25 octobre 1934 du chef du service des postes, télégraphes et téléphones;

Le conseil d'administration entendu;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — M. QUENUM Sébastien, commis de 1<sup>re</sup> classe des postes et télégraphes est déclaré en débet envers le Territoire d'une somme vingt-cinq mille frs. (25.000) sauf erreur ou omission.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 30 octobre 1934.

BOURGINE.

#### Rôles supplémentaires

Par arrêté approuvé en conseil d'administration le 30 octobre 1934 sont approuvés en rendus exécutoires divers rôles supplémentaires afférents à l'exercice 1934 dont détail ci-après :

N°	CERCLES	NATURE DE L'IMPOT	PRINCIPAL	Centimes additionnels		TOTAL
				Budget local	Commune Mixte	
268	Lomé (C.M.)	Impôt personnel & taxes additionnelles . . . . .	2.584,50	—	195,00	2.779,50
269	Lomé	— . . . . .	485,50	—	13,00	498,50
270	Lomé (San.)	— . . . . .	445,00	—	—	445,00

N <sup>os</sup>	CERCLES	NATURE DE L'IMPOT	PRINCIPAL	Centimes additionnels		TOTAL
				Budget local	Commune Mixte	
271	Lomé (C.M.)	Impôt personnel indigène	3.850,00	—	385,00	4.235,00
272	—	—	6.200,00	—	620,00	6.820,00
273	—	—	10.710,00	—	1.071,00	11.781,00
274	Lomé (San.)	—	1.860,00	—	—	1.860,00
275	—	—	1.410,00	—	—	1.410,00
276	Lomé (Tsévié)	—	240,00	—	—	240,00
277	Lomé (C.M.)	Impôt sur la population flottante	4.600,00	—	460,00	5.060,00
278	Lomé (Tsévié)	—	1.360,00	—	—	1.360,00
279	Atakpamé	—	440,00	—	—	440,00
280	Mango	—	1.080,00	—	—	1.080,00
281	Lomé (C.M.)	Rachat prestation indigène	2.358,00	—	—	2.358,00
282	—	—	8.280,00	—	—	8.280,00
283	—	—	630,00	—	—	630,00
284	—	—	252,00	—	—	252,00
285	Lomé (San.)	—	10.530,00	—	—	10.530,00
286	—	—	54,00	—	—	54,00
287	Lomé (Tsévié)	—	17.658,00	—	—	17.658,00
320	—	—	216,00	—	—	216,00
288	Lomé (C.M.)	Taxe d'hygiène	70,00	—	—	70,00
289	Lomé (San.)	—	70,00	—	—	70,00
290	Lomé (C.M.)	Taxe d'A. M. I.	5.355,00	—	—	5.355,00
291	—	—	3.720,00	—	—	3.720,00
292	—	—	1.925,00	—	—	1.925,00
293	—	—	1.050,00	—	—	1.050,00
294	Lomé (San.)	—	1.116,00	—	—	1.116,00
295	—	—	705,00	—	—	705,00
296	Lomé (Tsévié)	—	144,00	—	—	144,00
297	Lomé (C.M.)	Patentes	10.002,50	3.500,00	1.000,25	14.503,62
298	Lomé (San.)	—	1.330,00	465,50	—	1.795,50
299	Lomé (Tsévié)	—	2.215,00	775,25	—	2.990,25
300	Anécho	—	6.690,00	2.341,50	—	9.031,50
301	Klouto	—	1.875,00	656,25	—	2.531,25
302	Atakpamé	—	982,50	343,88	—	1.326,38
303	—	—	49.645,00	17.375,74	—	67.020,74
304	Mango	—	30,00	10,50	—	40,50
305	Lomé (C.M.)	Licences	1.250,00	625,00	125,00	2.000,00
306	Lomé (San.)	—	150,00	75,00	—	225,00
307	Lomé (Tsévié)	—	300,00	150,00	—	450,00
308	Atakpamé	—	600,00	300,00	—	900,00
309	Lomé (C.M.)	Armes perfectionnées	320,00	—	32,00	352,00
310	Lomé (San.)	—	40,00	—	—	40,00
311	Anécho	—	80,00	—	—	80,00
312	Atakpamé	—	280,00	—	—	280,00
316	Mango	—	40,00	—	—	40,00
313	Lomé (C.M.)	Armes non perfectionnées	80,00	—	8,00	88,00
314	Lomé (San.)	—	13.220,00	—	—	13.220,00
315	Lomé (Tsévié)	—	22.500,00	—	—	22.500,00
317	Mango	—	1.680,00	—	—	1.680,00
318	Lomé (C.M.)	Véhicules	7.520,00	2.256,00	752,00	10.528,00
319	Lomé (San.)	—	465,00	139,50	—	604,50
321	Lomé (Tsévié)	—	560,00	168,00	—	728,00
322	Anécho	—	2.650,00	795,00	—	3.445,00
323	Klouto	—	510,00	153,00	—	663,00
324	Atakpamé	—	1.190,00	357,00	—	1.547,00

La date de mise en recouvrement des rôles est fixée au 10 novembre 1934.



### Tarifs du chemin de fer

ARRETE N° 574 approuvant un tarif spécial P. V. n° 9 bis.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 541 du 5 novembre 1932 organisant le service des chemins de fer et du wharf du territoire du Togo;

Vu l'arrêté n° 69 du 29 janvier 1929 rendant applicables les tarifs des chemins de fer du Togo homologués par dépêche ministérielle n° 3514 du 28 octobre 1931 et tous les actes subséquents qui l'ont modifié;

Vu l'avis du conseil consultatif du C. F. T.;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé le tarif spécial P. V. n° 9 bis annexé au présent arrêté.

ART. 2. — Le chef des services des chemins de fer et du wharf est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 30 octobre 1934.

BOURGINE.

### — TARIF SPÉCIAL P. V. 9 BIS

*Terre.* — Expédiée de la carrière dite située à l'ouest de la ligne d'Atakpamé (PK — 1,600) à destination d'un point quelconque de la voie urbaine de Lomé.

Par expédition de 10 wagons de 10 tonnes ou payant pour ce poids.

Prix ferme — la tonne : 0, fr. 75.

(Compris tous frais accessoires et taxe de voie urbaine sauf taxe d'enregistrement et droit de timbre).

*Conditions d'application :* I — La demande de wagon doit être faite 4 jours à l'avance et par écrit au chef du service de l'exploitation qui fait connaître le jour et l'heure à laquelle les wagons quitteront Lomé et l'heure à laquelle ils seront mis à disposition en carrière.

II — Le chargement doit être terminé à l'heure fixée par la demande de wagon et en tous cas dans le délai de 24 heures fixé par les conditions générales des tarifs, faute de quoi les droits de stationnement seront perçus.

III — Le déchargement doit être terminé deux heures après mise à disposition au point désigné de la voie urbaine (les heures comprises entre 18 heures et 6 heures du matin n'entrent pas en ligne de compte

dans le décompte de ce délai); faute de quoi les droits de stationnement prévus par les tarifs généraux seront perçus.

IV — Dans le cas où plusieurs expéditions faites par un même expéditeur et pour un même destinataire de 100 tonnes ou payant pour ce poids ont été faites dans la même journée la deuxième expédition bénéficiera d'une réduction de 20%, la troisième et les suivantes d'une réduction de 30%, sur les prix indiqués ci-dessus.

V — L'administration ne bénéficie d'aucune réduction sur le présent tarif.

Vu pour être annexé à l'arrêté n° 574 du 30 octobre 1934.

Le Gouverneur des colonies  
Commissaire de la République au Togo

BOURGINE.

### Remise de pénalité

ARRETE N° 579 accordant remise entière d'amende fiscale.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 30 août 1929 réglementant l'impôt du timbre-taxe sur les actes et conventions;

Vu le marché conclu le 1<sup>er</sup> avril 1933, approuvé en conseil d'administration le 27 octobre 1933, entre la commune mixte de Lomé et le service des chemins de fer pour le transport des ordures de la ville;

Vu les avenants au dit marché en date du 1<sup>er</sup> janvier 1934 et du 28 mai 1934, approuvés en conseil d'administration les 21 avril et 21 juin 1934;

Vu la demande de l'administrateur-maire de Lomé n° 1034 en date du 13 septembre 1934;

Sur la proposition du receveur de l'enregistrement, des domaines et du timbre;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 30 octobre 1934;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est fait remise entière à la commune mixte de Lomé de la pénalité de deux mille quatre cent cinquante frs. encourue pour défaut d'enregistrement dans les délais d'un marché passé avec le service des chemins de fer du Territoire pour le transport des ordures de la ville de Lomé approuvé en conseil d'administration le 27 octobre 1933 et de ses avenants approuvés en conseil d'administration les 21 avril et 21 juin 1934.

ART. 2. — Le receveur de l'enregistrement, des domaines et du timbre est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 2 novembre 1934.

BOURGINE.

#### Cacao défectueux

ARRETE N° 583 réglementant les conditions de réexportation du cacao défectueux provenant de la zone britannique du Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 26 septembre 1934 portant codification de l'inspection des produits;

Vu la nécessité de maintenir la renommée du cacao Togo en n'exportant que du cacao répondant aux conditions prévues par l'arrêté du 26 septembre 1934;

Vu l'impossibilité pour le service de l'inspection des produits d'exercer son contrôle dans la zone britannique du Togo;

Vu la lettre n° 129 en date du 22 octobre 1934 du président de la chambre de commerce;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les cacaos provenant de la zone britannique du Togo qui, lors du contrôle à Palimé, ne répondront pas aux conditions prévues par l'arrêté du 26 septembre 1934 seront refoulés sur leur lieu d'origine.

ART. 2. — En vue de rendre effectif ce refoulement les cacaos visés à l'article premier seront entreposés temporairement dans un magasin dépendant de l'inspection des produits.

Une fois par mois ces cacaos seront réexportés sous la conduite d'un contrôleur de l'inspection des produits sur la zone britannique du Togo.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 3 novembre 1934.

BOURGINE.

#### Enseignement

DECISION N° 727 organisant des causeries d'instruction générale pour le personnel indigène du service de l'enseignement.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu les nécessités du service;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Sous la direction des services de l'enseignement, de la santé, de l'agriculture et du service vétérinaire, des causeries d'instruction générale auront lieu à Lomé, du 10 décembre 1934 au 10 janvier 1935, pour les instituteurs, moniteurs et monitrices de l'enseignement officiel et privé.

Le programme en sera établi de concert par les chefs de service intéressés.

ART. 2. — La fréquentation de ces cours est obligatoire. Les instituteurs, moniteurs et monitrices se présenteront aux bureaux du service de l'enseignement le 10 décembre 1934 à 7 heures 30.

ART. 3. — La présente décision sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Lomé, le 30 octobre 1934.

BOURGINE.

#### Electricité

DECISION N° 749 fixant les valeurs des index entrant dans la formule de réajustement des tarifs de vente de l'énergie électrique pour le deuxième semestre 1934.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le cahier des charges de la concession par le territoire du Togo d'une distribution publique d'énergie électrique annexé à la convention en date du 11 juin 1931 et particulièrement l'article 11 de ce cahier des charges;

Vu la proposition en date du 26 octobre 1934 de la société concessionnaire;

Sur la proposition du chef du service des travaux publics;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Les valeurs des index entrant dans la formule de réajustement des tarifs de vente de l'énergie électrique sont fixées comme suit pour le deuxième semestre 1934 :

Co :	1.175,1919
Cl :	925,266
Mo :	1,724
MI :	1,556
lo :	387,50
li :	352,00

ART. 2. — En application de ces coefficients, les différents tarifs à mettre en vigueur pendant le 2<sup>e</sup> semestre 1934, sont ainsi déterminés :

1 <sup>o</sup> — Pour Lomé	prix du K. W. H. Lumière : 4 f,20 prix du K. W. H. Force : 3 f,32
2 <sup>o</sup> — Pour Anécho	prix du K. W. H. Lumière : 4 f,65 prix du K. W. H. Force : 3 f,76

ART. 3. — La présente décision sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Lomé, le 9 novembre 1934.

BOURGINE.

## NOMINATIONS, MUTATIONS, ETC. CONCERNANT LE PERSONNEL

### PERSONNEL EUROPÉEN

#### ACTES DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'A. O. F.

##### Réintégration

Par décision du :

25 octobre 1934. — M. LIEGEY Marie, chef de district principal avant 66 mois, du cadre commun supérieur des chemins de fer, en service détaché au Togo, dans les conditions de l'article 59 de l'arrêté du 17 mai 1922, depuis le 16 février 1925 est réintégré dans les cadres, pour compter du jour de sa mise en route à destination de l'A. O. F.

#### ACTES DU POUVOIR LOCAL

##### Affectation spéciale — Radiation

Par décision du :

6 novembre 1934. — M. FRÉAU Henri Eugène, administrateur en chef des colonies, administrateur-maire et commandant du cercle de Lomé, capitaine de réserve de la classe 1893-1895, atteint par la limite d'âge (décret du 11 novembre 1933) est rayé du contrôle de l'affectation spéciale pour compter du 11 novembre 1933.

##### Titularisations

Par arrêtés des :

25 octobre 1934. — M. BERTHON Albert, surveillant de 4<sup>e</sup> classe stagiaire des travaux publics du Togo, est titularisé dans son emploi pour compter du 28 octobre 1934.

Il est accordé à M. BERTHON, dans son emploi une ancienneté pour services militaires de 3 ans au titre de l'article 7 de la loi du 1<sup>er</sup> avril 1923.

2 novembre 1934. — M. ANGELETTI Laurent, surveillant de 4<sup>e</sup> classe stagiaire du cadre local des travaux publics, est titularisé dans son emploi, pour compter du 13 novembre 1934, date d'expiration de son stage d'une année.

##### Affectations

Par décisions des :

26 octobre 1934. — M. WALLON Gaston, agent-comptable de 1<sup>re</sup> classe des travaux publics du Togo affecté au service des chemins de fer par décision n° 640 du 17 septembre 1934 est nommé gérant-comptable du magasin d'approvisionnement du chemin de fer et du wharf à compter du 16 octobre 1934 en remplacement de M. PINELLI Roch, agent-comptable de 5<sup>e</sup> classe des chemins de fer du Togo en instance de rapatriement.

M. WALLON Gaston aura droit aux indemnités de responsabilité prévues au tableau n° 2 de l'arrêté du 20 mai 1933.

31 octobre 1934. — M. LANGDON Jacques, agent-comptable de 2<sup>e</sup> classe des travaux publics du Togo, retour de congé, est remis à la disposition du chef du service des travaux publics.

31 octobre 1934. — M. REMY Roger, administrateur de 1<sup>re</sup> classe des colonies, retour de congé, arrivé à Lomé par s/s *Amérique* le 24 octobre 1934, est nommé commandant du cercle de Mango, en remplacement de M. CORROT Raymond, administrateur-adjoint de 2<sup>e</sup> classe des colonies.

2 novembre 1934. — M. PERRET Jean, adjoint principal de 1<sup>re</sup> classe des services civils, est nommé secrétaire municipal et agent intermédiaire de la commune mixte de Lomé, en remplacement de M. DARNOIS, adjoint de 2<sup>e</sup> classe en instance de départ en congé.

M. DASSONVILLE Jean, adjoint de 2<sup>e</sup> classe des services civils, est nommé agent spécial du cercle de Lomé et surveillant-chef de la prison de Lomé, en remplacement de M. LAUQUÉ Robert, adjoint principal de 3<sup>e</sup> classe des services civils, en instance de départ en congé.

M. M. PERRET et DASSONVILLE auront droit, chacun pour leurs fonctions, aux indemnités prévues à l'arrêté du 20 mai 1933.

5 novembre 1934. — M. CORROT, administrateur-adjoint de 2<sup>e</sup> classe des colonies, en service au cercle de Sansanné-Mango est nommé adjoint au commandant de cercle de Sokodé et président du tribunal de 1<sup>er</sup> degré dudit en remplacement de M. PIC, administrateur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe des colonies, appelé à d'autres fonctions.

M. PIC, administrateur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe des colonies, est affecté au cabinet du Commissaire de la République (section des affaires politiques), en remplacement numérique de M. MOURAGUES, administrateur-adjoint de 2<sup>e</sup> classe des colonies, en instance de départ en congé.

8 novembre 1934. — M. DAGRON, chef de travaux pratiques contractuel, chef du secteur du coton, kapok, karité, exercera cumulativement, et à titre provisoire, les fonctions de chef de la circonscription agricole du centre, en remplacement de M. ROBIN, ingénieur-adjoint de 2<sup>e</sup> classe du cadre général des travaux scientifiques et techniques de l'agriculture, en instance de départ en congé.

Il aura droit, en cette dernière qualité, à l'indemnité prévue à l'arrêté du 20 mai 1933.

#### Congés — Passages

Par décisions des :

25 octobre 1934. — Un congé de convalescence de 6 mois pour en jouir à 9 boulevard Marcaggi Ajaccio (Corse), est accordé à M. PINELLI Roch, agent comptable de 5<sup>e</sup> classe des chemins de fer du Togo.

Un passage pour la France lui est en outre délivré en 2<sup>e</sup> classe, 3<sup>e</sup> catégorie, sur le paquebot *Banfora* attendu à Lomé vers le 29 octobre 1934.

27 octobre 1934. — Un congé administratif de 6 mois pour en jouir 14 avenue du Muguet à Vigneux-sur-Seine (Seine et Oise), est accordé à M. LAUQUE Robert, adjoint principal de 3<sup>e</sup> classe des services civils du Togo qui compte 24 mois 14 jours de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France en 2<sup>e</sup> classe lui est en outre délivré ainsi qu'à sa femme et son enfant âgé de 18 mois sur le paquebot *Canada* attendu à Lomé vers le 26 novembre 1934.

Une réquisition de passage, en 1<sup>re</sup> classe, (2<sup>e</sup> catégorie), de Lomé à Marseille, sur le paquebot *Banfora*, attendu à Lomé vers le 29 octobre 1934, est délivrée au lieutenant d'infanterie coloniale, hors cadres, en service au Togo, DEJEAN-Fernand, rapatrié.

6 novembre 1934. — Une réquisition de passage, de Lomé à Dakar, en 2<sup>e</sup> classe, (3<sup>e</sup> catégorie), sur s/s *Brazza*, attendu à Lomé vers le 20 novembre 1934, est accordée à M. LISÉV Lucien, chef de district des chemins de fer de l'A. O. F., en service à Atakpamé, réintégré dans son cadre d'origine, ainsi qu'à sa femme et son enfant âgé de 7 mois.

Les dépenses résultant des frais de transport d'Atakpamé à Lomé, et de passage Lomé-Dakar, sont imputables au budget des chemins de fer de l'A. O. F. à compter de la date de sa mise en route pour rejoindre son nouveau poste.

8 novembre 1934. — Un congé administratif de 6 mois pour en jouir 59 bis rue de la Tombe-Issoire à Paris XIV<sup>e</sup>, est accordé à M. ROBIN Elie, ingénieur-adjoint de 2<sup>e</sup> classe du cadre général des travaux techniques et scientifiques de l'agriculture qui compte 24 mois 16 jours de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France en 1<sup>re</sup> classe, (2<sup>e</sup> catégorie), lui est en outre délivré ainsi qu'à sa femme sur le paquebot *Canada* attendu à Lomé vers le 26 novembre 1934.

#### Permission

Par décision du :

26 octobre 1934. — Une permission avec solde, valable du 1<sup>er</sup> au 25 novembre 1934 inclus, est accordée à Mademoiselle MARCAJOUR Simone, surintendante d'assistance sociale contractuelle, en instance de rapatriement par suite du non-renouvellement de son contrat.

#### PERSONNEL INDIGÈNE

##### Licenciements

Par arrêté du :

26 octobre 1934. — Le garde d'hygiène de 4<sup>e</sup> classe AGOSSOU Luc, est licencié de son emploi, pour inaptitude physique, non imputable au service, pour compter du 1<sup>er</sup> novembre 1934.

Par décision du :

25 octobre 1934. — Le nommé Georges, gardien de la léproserie de Kainkové (cercle de Lomé), est licencié de son emploi pour compter du 1<sup>er</sup> novembre 1934.

##### Rétrogradations

Par arrêté du :

27 octobre 1934. — Le facteur enregistreur de 2<sup>e</sup> classe DOVI Jonathan, est rétrogradé à la 3<sup>e</sup> classe de son emploi, pour fautes très graves dans le service.

Le facteur enregistreur de 3<sup>e</sup> classe BRENNER Frédéric, est rétrogradé à la 4<sup>e</sup> classe de son emploi, pour fautes très graves dans le service.

##### Affectations — Mutations

Par décisions des :

5 novembre 1934. — L'infirmière de 4<sup>e</sup> classe GONÇALVES Marie, en service à l'hôpital de Lomé est affectée à l'hôpital d'Atakpamé.

L'infirmière de 2<sup>e</sup> classe MONTZ Bernardine, en service à l'hôpital d'Anécho est affectée à l'hôpital de Lomé en remplacement de l'infirmière GONÇALVES Marie.

7 novembre 1934. — Le mécanicien conducteur d'automobiles de 5<sup>e</sup> classe AZOUMA Pierre, précédemment en service aux chemins de fer, est affecté aux travaux publics (garage central).

8 novembre 1934. — Les affectations et mutations suivantes sont prononcées dans le personnel indigène des postes et télégraphes :

1<sup>er</sup> — AJAVON Cyprien, commis des P. T. T. de 6<sup>e</sup> classe en service au bureau de Lomé est nommé gérant du bureau de Sansanné-Mango.

2<sup>e</sup> — n'ALMEIDA MILITAO, commis des P. T. T. de 4<sup>e</sup> classe gérant à Sansanné-Mango est nommé gérant du bureau de Sokodé.

3<sup>e</sup> — AKOUÉTE Cosmas, commis des P. T. T. de 2<sup>e</sup> classe, gérant à Anécho est nommé gérant du bureau de Palimé en remplacement du commis BONIN Calixte.

4<sup>e</sup> — GONÇALVES Antoine, commis des P. T. T. de 4<sup>e</sup> classe, gérant à Sokodé est nommé gérant du bureau d'Anécho.

5° — AFANDOMI Cosme, commis des P. T. T. de 8<sup>e</sup> classe en service au bureau de Palimé est affecté à Atakpamé.

6° — SONOKPON NAGNIDÉ, facteur des P. T. T. de 2<sup>e</sup> classe en service au bureau d'Atakpamé est affecté à Lomé.

7° — KOUASSI Alfred, facteur des P. T. T. de 6<sup>e</sup> classe du bureau de Lomé est affecté à Atakpamé.

L'interprète principal de 5<sup>e</sup> classe AGBOROU Anthony Jean, en service au cercle de Lomé, est affecté à Atakpamé, en remplacement de l'interprète de 1<sup>re</sup> classe MARTELOT, décédé.

Le commis d'administration de 8<sup>e</sup> classe AGHEY KOUASSI Jean, en service au bureau des finances, est mis à la disposition du commandant du cercle de Lomé, en remplacement de l'interprète principal de 5<sup>e</sup> classe AGBOROU Anthony Jean, appelé à d'autres fonctions.

### Congés — Permissions

Par décisions des :

27 octobre 1934. — Une permission de 15 jours, avec traitement, du 3 au 17 novembre 1934 inclus, est accordée au surveillant de routes de 8<sup>e</sup> classe TOSSOUKPE ATADOUTIN, en service à Atakpamé, pour en jouir à Agnronkopé (cercle d'Anécho).

2 novembre 1934. — Un congé de 30 jours, avec traitement, du 12 novembre au 11 décembre 1934 inclus, est accordé à l'ouvrier de 1<sup>re</sup> classe des chemins de fer SAINT'ANNA Etienne, en service à Lomé, pour en jouir à Akaba.

Une permission de 8 jours, avec traitement, du 6 au 13 novembre 1934 inclus, est accordée au garde-frontière ADJO NOUVOR, en service à Klouto, pour en jouir à Zolo (cercle de Lomé).

3 novembre 1934. — Sont accordés, avec traitement, des congés de :

30 jours, du 12 novembre au 11 décembre 1934 inclus, au commis d'administration de 4<sup>e</sup> classe VIEIRA François, en service au trésor, pour en jouir à Agoué (Dahomey);

30 jours, du 16 novembre au 15 décembre 1934 inclus, au commis de 3<sup>e</sup> classe des P. T. T. René GONCALVES, en service à Lomé, pour en jouir au Territoire;

30 jours, du 16 novembre au 15 décembre 1934 inclus, au facteur de 1<sup>re</sup> classe des P. T. T. AJAVON Joseph, en service à Lomé, pour en jouir au Territoire;

15 jours, du 13 au 27 novembre 1934 inclus, au garde-frontière de 2<sup>e</sup> classe HODONOU AFANOU, en service à Kpadapé, pour en jouir à Abomey (Dahomey);

30 jours, du 10 novembre au 9 décembre 1934 inclus, à l'ouvrier de 6<sup>e</sup> classe des chemins de fer GBEVÉ SIABI, en service au wharf, pour en jouir au Territoire.

8 novembre 1934. — Un congé de 30 jours, avec traitement, du 9 novembre au 8 décembre 1934 inclus, est accordé à l'ouvrier de 1<sup>re</sup> classe des chemins de fer AYRÉ Samson, en service à Lomé, pour en jouir au Territoire.

9 novembre 1934. — Une dernière prolongation de 30 jours de congé, pour affaire personnelle, sans solde, valable du 16 novembre au 15 décembre 1934 inclus, est accordée au commis d'administration de 8<sup>e</sup> classe LOKO Albert, du cabinet du Commissaire de la République, pour en jouir à Grand-Popo (Dahomey).

### Suspensions de fonctions

*ADDENDUM à l'arrêté n° 355 en date du 30 juin 1934 portant suspension de leurs fonctions des facteurs enregistreurs de 1<sup>re</sup> classe DONYON Grégoire et DEGANUS Arnold. (J. O. T. 1934 page 414).*

Le facteur enregistreur de 1<sup>re</sup> classe DONYON Grégoire, aura droit à la demi-solde de présence et charges de famille pendant la durée de sa suspension de fonctions, à l'exclusion de toutes autres indemnités.

*ADDENDUM à l'arrêté n° 685 du 12 octobre 1934 suspendant de ses fonctions l'infirmier de 4<sup>e</sup> classe MEVI Vincent. (J. O. T. 1934 page 573).*

L'infirmier de 4<sup>e</sup> classe MEVI Vincent, aura droit à la demi-solde de présence et charges de famille pendant la durée de sa suspension de fonctions, à l'exclusion de toutes autres indemnités.

### Sanctions disciplinaires

Par décision du :

25 octobre 1934. — Une punition de 8 jours de suspension de solde est infligée aux agents indigènes, en service au chemin de fer, dont les noms suivent :

Jean FREITAS, chef-mécanicien de 4<sup>e</sup> classe des chemins de fer,

Pierre AZOUMA, mécanicien conducteur d'automobiles de 5<sup>e</sup> classe, pour le motif suivant :

« Malgré l'avertissement qui leur fut régulièrement donné par leur chef de quartier, se sont refusés, sans aucun motif valable, à se prêter, avec les membres de leur famille, aux formalités du recensement de leur quartier. »

### Divers

Par décisions des :

2 novembre 1934. — Est mise à la charge du mécanicien conducteur de 3<sup>e</sup> classe KOKOU ATIOGBÉ, la somme de mille trois cent cinquante huit francs quarante centimes (1.358 frs 40), montant des frais des réparations à effectuer à la voiture T. T. 86 du cercle de Lomé, détériorée par lui.

La recette sera imputée au budget local, exercice 1934, au chapitre VII, article 1, paragraphe 4, en atténuation du chapitre V, article 4, paragraphe 11.

25 octobre 1934. — La solde mensuelle de M<sup>lle</sup> BLANC Martine, infirmière auxiliaire, est portée à deux cent cinquante francs (250 frs) par mois à compter du 1<sup>er</sup> novembre 1934.

#### Indemnité de transport

Par décision du :

7 novembre 1934. — Le bénéfice de l'indemnité représentative fixe de transport de 6 frs par mois prévue par les arrêtés des 14 février et 31 mai 1934, est accordé au planton AMEGNERAN Vincent, en service au cabinet du commissariat de la république à Lomé.

### FORCES DE POLICE

#### 1<sup>re</sup> — Compagnie de milice :

##### Agrément de stagiaires

Par arrêté du :

2 novembre 1934. — Sont agréés à compter du 1<sup>er</sup> novembre 1934 :

*Comme 1<sup>re</sup> classe stagiaire catégorie A :*

AÏRONGNON, ex-caporal de T. S.

*Comme 2<sup>e</sup> classe stagiaire catégorie A :*

DJEHOMETO, ex-T. S. de 1<sup>re</sup> classe.

*Comme stagiaire catégorie B :*

TCHANGANA,  
PANDJA.

#### 2<sup>e</sup> — Garde indigène :

##### Rengagements

Sont rengagés pour 1 an à compter du :

1<sup>er</sup> novembre 1934. — AÏBA, garde 2<sup>e</sup> classe N° Mle 653, du peloton de Klouto.

TIOMBABOU, garde 2<sup>e</sup> classe N° Mle 975, du peloton d'Atakpamé.

8 novembre 1934. — ALI BÉLÉ, garde 2<sup>e</sup> classe N° Mle 795, du peloton d'Atakpamé.

17 novembre 1934. — ADJAI, garde 2<sup>e</sup> classe N° Mle 889, du peloton d'Atakpamé.

19 novembre 1934. — KEKEMISSA, garde 2<sup>e</sup> classe N° Mle 797, du détachement de police de Lomé.

25 novembre 1934. — LANGBE, garde 1<sup>re</sup> classe N° Mle 911, du peloton de Lomé.

#### Congé

Un congé de 2 mois à demi-solde et gratuité du transport (aller et retour), est accordé au brigadier de 1<sup>re</sup> classe N° GUISSA, N° Mle 395, du peloton de Lomé, accompagné de sa femme et 3 enfants, pour en jouir à Mango.

#### Licenciement

Est licencié pour fin de contrat à compter du 27 novembre 1934, le garde de 2<sup>e</sup> classe KAKO, N° Mle 375, du peloton de Mango.

#### Permission

Par décision du :

5 novembre 1934. — Une permission de 15 jours avec solde de présence, valable du 16 au 30 novembre

1934 inclus, est accordée à l'adjudant-chef de la garde indigène AGOSSA, en service hors-cadres au cercle d'Anécho, pour en jouir à Ouidah (Dahoméy).

### CHEF DU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

#### « AD HOC »

Par arrêté du :

26 octobre 1934. — M. FRÉAU Henri, administrateur en chef des colonies, administrateur-maire de Lomé est nommé chef du secrétariat général « ad hoc » pour siéger à la séance du conseil d'administration du 30 octobre 1934.

### COMMISSION

Par décision du :

2 novembre 1934. — La commission prévue à l'article 5 de l'arrêté du 30 octobre 1934 pour donner son avis dans la fixation des tarifs de l'indemnité de zone, est fixée comme suit :

M. M. MAHOUX, inspecteur des affaires administratives	Président
PÉCHOUX, chef du bureau des finances,	Membres
GAUDONVILLE, chargé du personnel,	
ALIBERT, représentant des fonctionnaires des cadres généraux,	
TAVERA, représentant des cadres locaux européens,	
D'ALMEIDA Charles, représentant des fonctionnaires des cadres locaux indigènes.	

La commission qui se réunira sur la convocation de son président dressera procès-verbal de ses travaux.

### CONSEIL DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF

*Audience du 16 octobre 1934*

*Décision n° 27.* — Sont accordées les allocations en dégrèvement des sommes ci-après s'élevant, au total, à vingt-neuf mille cinq cent dix francs quatre vingts centimes, relatives aux côtes indûment imposées, présentées par les cercles du Territoire pour l'exercice 1933 :

Cercle de Klouto : deux mille six cent trente six francs cinquante.

Cercle d'Anécho : soixante francs.

Cercle d'Atakpamé : dix-sept mille huit cent quarante neuf francs trente.

Cercle de Sokodé : huit mille trois cent soixante-cinq francs.

Cercle de Mango : six cents francs.

*Décision n° 28.* — Est accordé au sieur Thomas DURIS le dégrèvement de la taxe sur les véhicules, rôle n° 70, article 23, année 1934, s'élevant à la somme de trois cent vingt cinq francs.

*Décision n° 29.* — Est accordé au sieur EYCHENNE Raymond, commerçant, demeurant à Lomé, le dégrèvement des sommes de six cent cinquante deux francs cinquante centimes, (patente, rôle n° 3 article 57



année 1934) et deux cent quatre vingt dix francs (patente, rôle n° 3, article 58, année 1934) soit au total neuf cent quarante deux francs cinquante centimes.

**Décision n° 30.** — Sont rejetées les demandes de dégrèvement de taxes sur les véhicules formulées par le sieur ROVARIS, commerçant, demeurant à Lomé, figurant au rôle n° 12, articles 23, 24 et 26, année 1934.

**Décision n° 31.** — Est accordé au sieur ATAYI John, agissant au nom des héritiers de feu ANANI ATAYI, le dégrèvement d'une somme de cinquante cinq francs correspondant à l'impôt foncier inscrit au rôle n° 261, article 599, année 1933.

**Décision n° 32.** — Est accordé au sieur RANDOLPH Léopold, instituteur, demeurant à Anécho, le dégrèvement de la somme de trente trois francs correspondant à l'impôt foncier inscrit au rôle n° 261 article 601 année 1933.

**Décision n° 33.** — Est accordé à la Société United Africa Company le dégrèvement de la somme de deux cent soixante francs, correspondant à la taxe sur les véhicules, rôle n° 301 article 2, année 1933.

**Décision n° 34.** — Est accordé à la Société Commerciale de l'Ouest Africain le dégrèvement de la somme de quatre cent cinquante francs correspondant à la licence, rôle n° 62, article 4, année 1933.

**Décision n° 35.** — Est accordé au sieur Roger EYCHENNE, le dégrèvement de la somme de cent trente huit francs correspondant à l'impôt personnel rôle n° 262, article 22, année 1933.

Rejette la demande pour le surplus.

**Décision n° 36.** — Est accordé à la Société Africaine Financière et Agricole SOCAFA, demeurant à Atakpamé, le dégrèvement des sommes de deux cent soixante francs correspondant à la taxe sur les véhicules n° 64, article 19, et trois cent vingt cinq francs correspondant à la taxe sur les véhicules, rôle n° 64, article 20 (année 1933).

## INSPECTION DES PRODUITS

Par décision du :

26 octobre 1934. — Sont ratifiées les nominations de « contrôleurs du service de l'inspection des produits » des nommés :

MOTCHO Emmanuel	ÉKOUÉ Florentin
RUFFINO Joachim	YIAKE Emmanuel
DOGBE Mathias	TSEDE Walter
AMOUSSOU Simon	CODJO CODJOVI Martin
PICOT Eusèbe	VICTOR KODJO
LOKO Benoît	BOCCO Alphonse
DOLGOLY Gabriel	BOB Richard
HAZOUNE Charles	GBADGBA Christophe
BAKARI CHOUTI	GRANT Théophile.

## JUSTICE INDIGÈNE

Par arrêté du :

25 octobre 1934. — M. KNILL, conducteur des travaux agricoles, est nommé assesseur européen, pour l'année 1934, près le tribunal criminel de Sokodé.

Il occupera dans l'ordre, sur la liste officielle, la place laissée vacante par M. le docteur ROUGIER, qui a quitté le Territoire.

## PRODUITS PHARMACEUTIQUES

Par arrêté du :

2 novembre 1934 — Est complétée comme suit la liste n° 2 des produits pharmaceutiques dont la vente est autorisée dans les dépôts prévus à l'article 3 de l'arrêté du 15 novembre 1928 :

*« Tablettes d'ail »*

## REMBOURSEMENTS

Par arrêtés pris en conseil d'administration le 30 octobre 1934. — Sont autorisés 1° — Le remboursement à la Société Générale du Golfe de Guinée de la somme de deux cent cinquante francs (250 francs), trop perçue au titre de la taxe d'importation.

2° — Le remboursement à la Maison « Togo-Stores » de la somme globale de trois cent quinze francs soixante dix centimes représentant :

1° — Cent soixante dix sept francs cinquante centimes (177 frs. 50), trop perçus au titre de la taxe d'importation.

2° Cent trente huit francs vingt centimes (138 frs. 20), trop perçus au titre de la taxe sur le chiffre d'affaires.

3° — Le remboursement au profit de M. MORAITIS, entrepreneur à Lomé de la somme de trois mille trois cent cinquante six francs (3.356 frs.), représentant le montant de droits indûment versés le 20 septembre 1932 pour l'enregistrement d'un marché en suite d'adjudication faite le 5 septembre 1932.

## DOMAINES

### Avis d'immatriculations

au livre foncier du cercle d'Atakpamé :

Suivant réquisition, n° 943, déposée le 30 octobre 1934 le sieur Michael Komla Apaloo, profession de commerçant-propriétaire, demeurant à Palimé et domicilié à Lomé, agissant en tant que co-propriétaire et de chef de la collectivité familiale issue de John Afolá Apaloo, en son vivant commerçant et propriétaire à Lomé, y décédé le 11 juin 1931 et au nom des ci-après nommés composant la dite collectivité, savoir :

- 1° — Hermann King Apaloo
- 2° — Michael Komla Apaloo
- 3° — Boniface Messa Apaloo
- 4° — Gabriel Koffi Apaloo
- 5° — Rosa Ayawovi Apaloo
- 6° — Nicolas Koffi Apaloo
- 7° — Raphael Kodjovi Apaloo
- 8° — Cyprian Kuwovi Apaloo
- 9° — John Esosegbo Apaloo
- 10° — Ben Nanenu Apaloo
- 11° — Laurence Kodjo Apaloo
- 12° — Emilie Akuavi Apaloo
- 13° — Paul Kwami Apaloo
- 14° — Cosme Atsu Apaloo
- 15° — Damien Etse Apaloo
- 16° — Dovi Apaloo
- 17° — William Mensah Apaloo

- 18° — Mathias Yao Apaloo  
 19° — Regina Apaloo  
 20° — Louis Mensah Apaloo  
 21° — Kosiwi Apaloo  
 22° — Vincent Kokou Apaloo  
 23° — Emilie Apaloo  
 24° — Fiawoyipé Apaloo  
 25° — Agatha Adjoa Apaloo  
 26° — Josephine Lumosi Apaloo  
 27° — Massa Apaloo  
 28° — Mana Clara Apaloo  
 29° — Regina Akuavi Apaloo  
 30° — Kosiwo Flora Apaloo  
 31° — Afasi Frédérica Apaloo  
 32° — Atowotso Susanna Apaloo  
 33° — Anna Apaloo  
 34° — Vicentia Mesa Apaloo  
 35° — Cecilia Fofué Apaloo  
 36° — Anna Massa Apaloo  
 37° — Agnes Apaloo  
 38° — Cathérine Apaloo  
 39° — Gertrude Abia Apaloo  
 frères et sœurs du requérant;  
 40° — a) Félicia Freitas  
 b) Paul Freitas  
 c) Eugénia Freitas  
 d) Laurenee Freitas  
 e) Mercy Ocloo  
 f) Gershon Ocloo

neveux et nièces du requérant, venant par représentation de leur mère Ludwina Ayawovi Apaloo, décédée.

- 41° — a) Fidelia Henry Apaloo  
 b) Frank Henry Apaloo  
 c) Fred Henry Apaloo  
 d) Janette Henry Apaloo  
 e) Charles Henry Apaloo  
 f) Herbert Henry Apaloo  
 g) Josephine Henry Apaloo  
 h) Charity Henry Apaloo

neveux et nièces du requérant, venant par représentation de leur père Henry Klomavi Apaloo, décédé.

- 42° — a) Mora Anthony  
 b) Comfort Anthony  
 c) Essie Anthony

nièces du requérant venant par représentation de leur mère Awoyo Esther Apaloo, décédée, a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle d'Atakpamé, d'un immeuble urbain, en partie bâti, consistant en un terrain, en forme de polygone irrégulier, composé de quatre diverses parcelles d'un seul-tenant, portant une maison à usage d'habitation à étage et une cuisine, un bâtiment en briques et couvert en tôles à usage de hangar à coton ainsi que plusieurs cases indigènes, d'une contenance totale de 9 ares 35 centiares, situé à Atakpamé, (cercle d'Atakpamé), et borné au nord-ouest par un terrain domanial, à l'est par la rue de Modji, au sud par la rue de Lemma, au sud-ouest par terrain au feu Morou, à l'ouest par terrain à Aladji.

Il déclare que ledit immeuble appartient à la collectivité sus-indiquée et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

#### *au livre foncier du cercle de Klouto*

Suivant réquisition, n° 944, déposée le 7 novembre 1934, la dame Francisca Dédé Amegashie, profession de revendeuse, demeurant et domiciliée à Palimé, agissant en son nom personnel, en qualité de propriétaire, a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle de Klouto, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 6 ares 85 centiares, situé à Palimé, (cercle de Klouto), et borné au nord par terrain à Mr. Anthony, au sud par une rue non dénommée, à l'est par le boulevard circulaire, à l'ouest par terrain à Pasteur Malette.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition aux présentes immatriculations, à la main du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage des présents avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de Lomé.

*Le conservateur de la propriété foncière,*

PEYROTTE.

#### **Concessions domaniales**

Par arrêtés pris en conseil d'administration du :

30 octobre 1934. — 1° — Le sieur Djondo Michel, demeurant à Lomé, est autorisé à occuper provisoirement et à ses risques et périls, un terrain domanial ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une superficie d'environ sept ares soixante-sept centiares, situé à Lomé, (en bordure de la lagune) formant la parcelle n° 11 de l'ancien jardin potager du chemin de fer.

Ce permis d'occupation est accordé aux conditions fixées par le cahier des charges.

2° — Le sieur Otto Gartner, demeurant à Lomé, est autorisé à occuper provisoirement et à ses risques et périls, un terrain domanial ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une superficie d'environ sept ares quarante-deux centiares, situé à Lomé, (en bordure de la lagune) formant la parcelle n° 5 de l'ancien jardin potager du chemin de fer.

Ce permis d'occupation est accordé aux conditions fixées par le cahier des charges.

3° — Le sieur Dossah Louis, demeurant à Lomé, est autorisé à occuper provisoirement et à ses risques et périls, un terrain domanial ayant la forme d'un rectangle, d'une superficie d'environ sept ares douze centiares, situé à Lomé, (en bordure de la lagune) formant la parcelle n° 8 de l'ancien jardin potager du chemin de fer.

Ce permis d'occupation est accordé aux conditions fixées par le cahier des charges.

4° — Le sieur Kudawoo Charles, demeurant à Lomé, est autorisé à occuper provisoirement et à ses risques et périls, un terrain domanial ayant la forme d'un

rectangle, d'une superficie d'environ sept ares douze centiares, situé à Lomé, (en bordure de la lagune) formant la parcelle n° 5 de l'ancien jardin potager du chemin de fer.

Ce permis d'occupation est accordé aux conditions fixées par le cahier des charges.

5° — Le sieur Abbey Joseph, demeurant à Lomé, est autorisé à occuper provisoirement et à ses risques et périls, un terrain domanial ayant la forme d'un rectangle, d'une superficie d'environ sept ares douze centiares, situé à Lomé, (en bordure de la lagune) formant la parcelle n° 9 de l'ancien jardin potager du chemin de fer.

Ce permis d'occupation est accordé aux conditions fixées par le cahier des charges.

6° — Le sieur Paul Gbadoé, demeurant à Lomé, est autorisé à occuper provisoirement et à ses risques et périls un terrain domanial ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, de la surface d'environ huit ares vingt-quatre centiares, situé à Lomé, (en bordure de la lagune) formant la parcelle n° 2 de l'ancien jardin potager du chemin de fer.

Ce permis d'occupation est accordé aux conditions fixées par le cahier des charges.

7° — Le sieur Doevi Augustin, demeurant à Lomé, est autorisé à occuper provisoirement et à ses risques et périls, un terrain domanial ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une superficie d'environ sept ares soixante cinq centiares, situé à Lomé, (en bordure de la lagune) formant la parcelle n° 6 de l'ancien jardin potager du chemin de fer.

Ce permis d'occupation est accordé aux conditions fixées par le cahier des charges.

8° — Le sieur Kokoé Agbegnon, demeurant à Lomé, est autorisé à occuper provisoirement et à ses risques et périls un terrain domanial ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une superficie d'environ sept ares vingt-sept centiares, situé à Lomé, (en bordure de la lagune) formant la parcelle n° 4 de l'ancien jardin potager du chemin de fer.

Ce permis d'occupation est accordé aux conditions fixées par le cahier des charges.

Par arrêtés du :

30 octobre 1934. — Est attribué définitivement en toute propriété au sieur Augustino de Souza, notable-propriétaire demeurant à Lomé, un terrain domanial de la surface de 5 ares 90 centiares, situé à Lomé, formant le lot n° 3 du lotissement de la parcelle 121, immatriculé au livre-foncier du cercle de Lomé, sous le n° 185 et dont la concession provisoire, avait été accordée audit sieur Augustino de Souza, par arrêté du 21 janvier 1926.

Le lot 61 du lotissement de « Ahanoukopé » à Lomé est attribué définitivement en toute propriété au sieur GAUKPI Norbert Dovi Georges, commis d'administration

en service au bureau des finances à Lomé, aux charges et conditions stipulées dans le cahier spécial à ce lotissement et moyennant le prix de 600 francs payable dans le délai d'une année à compter de la date du présent arrêté.

Est attribué définitivement en toute propriété à la société anglaise à responsabilité limitée G. B. OLLIVANT and C<sup>o</sup> Ltd, dont le siège social est à Manchester 3 Albert Street, un terrain domanial situé à Sokodé, formant le lot n° 3 du lotissement du centre commercial de Sokodé, immatriculé au livre-foncier du cercle de Sokodé sous le n° 6 et dont la concession provisoire avait été accordée à la susdite société par arrêté du 5 novembre 1925.

Est attribué définitivement en toute propriété au sieur Charles CADIRY, demeurant à Lomé, un terrain domanial de la surface de 6 ares 42 centiares, sis à Lomé au nord de la place des fêtes, immatriculé au livre-foncier du cercle de Lomé sous le n° 298, et dont la concession provisoire avait été accordée audit sieur Charles CADIRY par arrêté du 9 janvier 1928.

#### Remise de loyer

Par arrêté pris en conseil d'administration du :

30 octobre 1934. — Il est fait remise au nommé Alfred TENNYSON ATTIPPOE de la moitié des loyers exigibles sur la parcelle n° 4 du lotissement d'Agbelouvé pendant l'année courant de 13 février 1934, soit 250 francs.

#### AVIS AU PUBLIC

Des trains mixtes supplémentaires seront mis en marche à dater du 10 novembre 1934 sur la ligne de Palimé jusqu'à nouvel avis.

##### *Train supplémentaire n° 11*

Départ de Lomé le samedi à 8 h. 20 — même horaire que les trains réguliers des lundis et jeudis.

##### *Train supplémentaire n° 12*

Départ de Palimé le lundi à 7 h. 45 — même horaire que les trains réguliers des mardis et vendredis.

\* \* \*

Ces trains comporteront un nombre limité de places de 3<sup>e</sup> classe. Les billets de 3<sup>e</sup> classe seront valables pour ces trains dans les mêmes conditions que pour les trains réguliers ordinaires.

\* \* \*

Ces trains sont établis, en principe, pour la durée de la campagne du cacao. Ils pourront toutefois être supprimés sans préavis.

Lomé, le 3 novembre 1934.

*L'Ingénieur des Ponts et Chaussées, chef des Services du chemin de fer et du wharf,*

LESCANNE.

**ÉTAT des mouvements de la Navigation des Ports de Lomé et d'Anécho  
pendant le mois d'octobre 1934**

NOMS, PROVENANCE ET DESTINATION DES NAVIRES	PAVILLON	DATES		TONNAGE NOMINAL	EQUIPAGE	TONNAGE	
		D'ARRIVÉE	DE DÉPART			DÉBARQUÉ	EMBARQUÉ
<b>230-Dagomba</b> Kribi-Liverpool	Anglais	1. 10. 34	1. 10. 34	2.100	38	38.896	141.645
<b>231-Jonathan Holt</b> Liverpool-Warri	—do—	—do—	—do—	1.794	39	51.370	—
<b>232-Hoggar</b> Marseille-Douala	Français	3. 10. 34	3. 10. 34	3.109	73	50.336	—
<b>233-Muirton</b> Pte. Noire-Marseille	—do—	3. 10. 34	8. 10. 34	3.112	43	—	469.422
<b>234-Foucauld</b> Pte. Noire-Bordeaux	—do—	9. 10. 34	9. 10. 34	6.599	162	—	153.790
<b>235-Wolfram</b> Kogo-Hambourg	Allemand	10. 10. 34	10. 10. 34	2.242	48	—	69.904
<b>236-Asie</b> Bordeaux-Pte. Noire	Français	—do—	—do—	4.214	153	3.939	1.246
<b>237-Ft. de Vaux</b> Matadi-Hambourg	—do—	11. 10. 34	11. 10. 34	3.151	39	—	246.167
<b>238-Hoggar</b> Douala-Marseille	—do—	12. 10. 34	13. 10. 34	3.109	73	0.896	1.248.058
<b>239-Ouémé</b> Marseille-Pte. Noire	—do—	16. 10. 34	16. 10. 34	2.417	45	302.709	—
<b>240-Banfora</b> Marseille-Douala	—do—	18. 10. 34	18. 10. 34	5.868	142	44.921	—
<b>241-David Livingstone</b> Liverpool-Warri	Anglais	—do—	—do—	2.173	40	62.552	0.160
<b>242-Savoia</b> Durban-Trieste	Italien	20. 10. 34	20. 10. 34	3.416	43	—	62.850
<b>243-Ft. de Souville</b> Hambourg-Pte. Noire	Français	—do—	23. 10. 34	3.129	37	563.697	—
<b>244-Alfred Jones</b> Kribi-Liverpool	Anglais	22. 10. 34	—do—	2.153	39	136.461	203.820
<b>245-Padnsay</b> New-York-Opobo	Américain	—do—	22. 10. 34	2.977	34	171.078	—
<b>246-Amstelkerk</b> Hambourg-Sta. Isabele	Hollandais	23. 10. 34	23. 10. 34	2.453	68	28.523	160.764
<b>247-Asie</b> Pte. Noire-Bordeaux	Français	—do—	—do—	4.214	154	1.025	101.385
<b>248-Amérique</b> Bordeaux-Pte. Noire	—do—	24. 10. 34	24. 10. 34	4.867	144	0.578	1.680
<b>249-Ft. Binger</b> Hambourg-Matadi	—do—	25. 10. 34	25. 10. 34	3.123	38	17.838	—
<b>250-Banfora</b> Douala-Marseille	—do—	29. 10. 34	30. 10. 34	5.868	142	—	900.161
<b>251-Godfrey Holt</b> Rotterdam-Warri	Anglais	—do—	29. 10. 34	2.180	40	109.914	0.909
<b>252-Tasmanic</b> Liverpool-Opobo	Suédois	30. 10. 34	30. 10. 34	2.530	35	106.056	0.075

**PORT D'ANÉCHO**

<b>8-Muirton</b> Pte. Noire-Marseille	Français	4. 10. 34	5. 10. 34	3.112	43	—	100.727
--	----------	-----------	-----------	-------	----	---	---------

Lomé, le 1<sup>er</sup> Novembre 1934.

Le Chef du Service des Douanes p. i.

Toqué

## PARTIE NON OFFICIELLE

*« L'Administration du Territoire déclare décliner toutes responsabilités à quelque titre que ce soit à raison des textes insérés dans la partie non officielle. »*

# BANQUE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

BILAN AU 30 JUIN 1934

## ACTIF

Actionnaires	11.250.000,00
Caisse, Banque de France & C. N. E. P.	100.154.203,08
Fonds en route	6.470.915,00
Garantie de la circulation	148.590.000,00
Bons de la Défense Nationale	655.937,64
Disponibilités à l'Etranger	310.192.285,49
Portefeuille	78.596.259,53
Portefeuille couvert par la loi du 12 avril 1932	30.393.426,41
Avance couverte par des Garanties spéciales	818.978,18
Participations financières	10.000.000,00
Avance sans intérêts aux Colonies	49.618.439,14
Avance contractuelle aux Colonies	10.601.862,42
Comptes-courants & débiteurs divers	11.917.221,19
Immeubles	888.175,33
Matériel & mobilier	3.859.873,76
Comptes d'ordre & divers	Frs. : 774.007.577,17

## PASSIF

Capital	50.000.000,00
Réserves	17.500.000,00
Fonds de prévoyance statutaire	1.219.473,57
Réserve statutaire	2.438.947,17
— supplémentaire	55.000.000,00
Provision pour remboursement de Billets Adirés	345.291.850,00
Billets au porteur en circulation	11.558.406,31
Effets à payer	136.330.818,63
Comptes-courants & créditeurs divers	85.224.904,22
Trésoriers-Payeurs Coloniaux (leur compte-courant)	174.824,41
Dividendes à payer	11.617.283,74
Clients & correspondants (leur compte d'encaissement)	47.149.486,98
Effets en nantissement	9.195.436,43
Comptes d'ordre & divers	293.724,29
Réescompte du portefeuille	616.340,62
Profits et Pertes	396.080,80
Repôt des semestres antérieurs	Frs. : 774.007.577,17
Bénéfice net du semestre	

*Etudes de M<sup>e</sup> Henri Patrault, Notaire à Lomé (Togo).*

**VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES  
des biens dépendant de la faillite de la société  
des établissements A. LECOMTE.**

A la requête de Mr. Jean REMPLER, syndic de faillites, demeurant à Paris, 10 Rue Monsieur le Prince.

Le SAMEDI 15 DÉCEMBRE 1934 à 10 heures du matin, en l'étude de M<sup>e</sup> Henri PATRAULT, Notaire à Lomé, il sera procédé à la vente aux enchères publiques au plus offrant et dernier enchérisseur de :

1<sup>er</sup> — Le droit à un bail consenti par Mr. Thimothéo Anthony, propriétaire à Lomé, aux Établissements A. Lecomte, pour une durée de 25 années qui ont commencé à courir le 1<sup>er</sup> Juillet 1929, pour prendre fin le 30 Juin 1954, de deux terrains sis à Palimé, le 1<sup>er</sup> objet du Titre foncier N° 70 du cercle de Klouto, consistant en un terrain urbain en forme de quadrilatère irrégulier, d'une superficie de 10 ares, 16 centiares, le 2<sup>e</sup> objet du titre foncier N° 71 du même cercle, consistant en un terrain urbain en forme de polygone irrégulier, d'une superficie de 19 ares, 60 centiares.

2<sup>e</sup> — Un immeuble à étages, construit en dur, couvert en tôles ondulées, à l'usage d'habitation et à l'usage commercial, deux magasins également construits en dur, couverts en tôles ondulées, d'une superficie chacun de 240 m<sup>2</sup> ; deux séchoirs à cacao, le tout construit sur les terrains ci-dessus désignés, ainsi que le droit de superficie pour les dits immeubles consenti aux Établissements A. Lecomte par M. Thimothéo Anthony, suivant contrat de bail du 8 Juin 1929.

**MISE A PRIX :**

**Vingt cinq mille francs, ci . . . . . 25.000**

En outre l'adjudicataire devra se conformer aux clauses et conditions du cahier des charges et d'acquitter en sus de son prix, les loyers dus au propriétaire à compter du 1<sup>er</sup> Juillet 1932 se montant au jour de l'adjudication à la somme de DIX NEUF MILLE SEPT CENT VINGT FRANCS, ci . . . . . 19.720

Pour être admis à enchérir, une consignation de 5.000 francs devra être versée avant l'adjudication entre les mains du Notaire soussigné.

Pour tous renseignements et prendre connaissance du cahier des charges, s'adresser à M<sup>e</sup> H. Patrault, notaire à Lomé.

Fait et rédigé à Lomé, le 23 Octobre 1934.

*Le Notaire,*

**H. PATRAULT.**

**SOCIÉTÉ JACQUOT - JACQUET**

Suivant acte passé devant M<sup>e</sup> H. PATRAULT, Notaire à Lomé, en date du 12 novembre 1934, enregistré, la Société française à responsabilité limitée dénommée « JACQUOT - JACQUET », au capital de 60.000 francs, avec siège à Lomé, a été prorogée pour quarante cinq années (45) consécutives, devant venir à expiration le 31 août 1979, avec une modification au § XIV des statuts.

Pour extrait et insertion.

*Le Notaire,*

**H. PATRAULT.**

**AVIS**

**de la perte de la copie du titre foncier  
n° 68 de Lomé**

**1<sup>er</sup> Avis**

Conformément aux dispositions de l'article 99 du décret du 24 juillet 1906 sur le régime de la propriété foncière, il est donné avis de la perte de la copie du titre foncier numéro soixante huit du cercle de Lomé, appartenant à M<sup>r</sup>. AJAVON Alfred MENSAH, employé de commerce demeurant à Assahun.

**XI<sup>e</sup> FOIRE DU HAVRE**

**20 Avril — 5 Mai 1935.**

La XI<sup>e</sup> Foire du Havre, grande quinzaine coloniale, industrielle, commerciale et agricole, aura lieu du Samedi 20 Avril, veille de Pâques, au dimanche 5 Mai 1935.

Le vaste Palais des Expositions offrira aux visiteurs les stands des principales firmes de la région havraise de Paris et des provinces françaises.

Déjà, de très nombreux emplacements sont retenus.

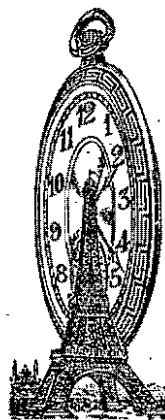
Tous les producteurs du sol, du sous-sol, de l'industrie et de la mer, auront intérêt à participer à cette manifestation qui, au cours des dix premières années, a marqué une évolution constante accentuant sans cesse sa force d'attraction.

Pour tous renseignements, s'adresser à M. le Président du Comité d'Organisation de la Foire du Havre, Hotel-de-Ville — Le Havre (Seine-Inf.)

**COMPTOIR D'HORLOGERIE SOIGNÉE**

*“ A la Tour Eiffel ”*

**JOYEROT & JACOT**



**Catalogue général d'Horlogerie  
Bijouterie - Orfèvrerie, adressé  
gratuit et franco.**

Envois de choix sur demande à MM. les fonctionnaires

*Facilités de paiement*

Représentants sont demandés

**23, rue Gambetta — BESANÇON — France**